

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

DANS CE NUMÉRO

LE CINQUANTENAIRE DE LA "R.P."

*par Alexandre CROIX
et Roger HAGNAUER*

CRISES ET FLUCTUATIONS MONÉTAIRES

par Robert LOUZON

UNE GRÈVE LONGUE... TROP LONGUE ?

par Raymond GUILLORE

UNE OFFENSIVE QUI VISE LOIN

par Ferdinand CHARBIT

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE ET PAYS DU MARCHÉ COMMUN

Six mois 25 F
Un an 50 F

AUTRES PAYS

Six mois 30 F
Un an 60 F

Le numéro : 5 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la rédaction
et l'administration à la

REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, Paris 18^e
Téléphone : 607-02-06

PERMANENCES

le lundi, de 15 à 17 h ; les mercredi et jeudi
de 17 à 19 h ; les samedi à partir de 15 h

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèque postal

REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 608 - Novembre-Décembre 1974

Le cinquantenaire de la R.P. : Les commencements	A. CROIX
Cinquante ans de fidélité	R. HAGNAUER
A travers les livres : Histoire du Front Populaire (F. Ch.) — Ecrits de Louis Lecoq (Y.B.) — Les anarchistes et la guerre de Palestine (M.D.)	
Chronique de l'Union des Syndicalistes : Une grève longue... trop longue ? — Dans le creux d'une crise mondiale. — Quand le bâtiment ne va plus... — Un socialisme de type très particulier	R. GUILLORE
De la solidarité entre journalistes	F. CH.
Une offensive qui vise loin	F. CHARBIT
Notes d'économie et de politique : Crise de « surproduction » et fluctuations monétaires. — Vive le 9 novembre. — Deux philosophies. — Simple constatation : le terrorisme paie	R. LOUZON
A bâtons rompus : Montée du parti socialiste. — Le P.S.U. a-t-il un avenir ? — Morale sexuelle et révolution. — Séguy en difficulté. — Les défenseurs de la liberté. — La Palestine reconquise. — L'Ethiopie en ébullition. — Et Djibouti ? — Race et ethnies	J. GALLIENNE
Où va-t-on ? Consommation ou bonheur	M. DESCARSIN
Après la grève de Néogravure	A.I.T.
Informations syndicales	

ENTRE NOUS...

La grève des postiers a perturbé le service de la « R.P. »

Le numéro d'octobre a été posté la veille de l'arrêt des bureaux de tri parisiens. Seuls, certains de nos abonnés de Paris l'ont reçu. Les lecteurs de province et même ceux de la banlieue parisienne ne l'ont pas eu.

Ils vont l'avoir avec plus d'un mois de retard. S'il manquait à la collection de certains camarades, nous pourrions sur leur demande, leur envoyer un numéro pris sur notre petit stock de réserve.

Quant au numéro de novembre, sa confection était inutile puisque sa distribution ne pouvait être effectuée. Nous avons donc aujourd'hui un numéro novembre-décembre. Ce sera celui du cinquantenaire de notre revue.

De cet événement nous parlons d'autre part.

Nos amis lecteurs comprendront cet accroc à la régularité de notre parution. Il a été une des conséquences — et non la plus grave — du long mouvement de grève des postiers.

Maintenant, nous repartons avec nos problèmes permanents. Nos camarades en sont conscients comme nous-mêmes.

Cinquantenaire de "La Révolution Proletarienne"

Dans le numéro d'octobre que beaucoup de nos abonnés n'ont pas encore reçu en raison de l'arrêt du service des postes, nous faisons appel à nos amis lecteurs pour

LE REPAS FRATERNEL DE NOS CINQUANTE ANS

Nous renouvelons cet appel. CETTE RENCONTRE POURRAIT AVOIR LIEU AU DEBUT DE FEVRIER 1975. Elle devrait avoir un plus grand succès encore que notre réunion autour d'une table, il y a cinq ans, pour le quarante-cinquième anniversaire.

La participation aux frais serait de l'ordre de 35 F par personne (en première estimation). Les camarades qui envisagent leur participation à cette réunion anniversaire sont priés de S'INSCRIRE DES MAINTENANT. Nous avons besoin d'une évaluation du nombre des participants éventuels.

N'attendez pas pour nous aider dans notre préparation.

Quant à la commémoration du cinquantenaire, elle commence dans ce numéro par deux articles d'Alexandre Croix et de Roger Hagnauer. Elle se poursuivra jusqu'en février et au-delà non seulement pour remuer des souvenirs, mais surtout pour préparer un nouvel élan de notre « R.P. » avec une équipe rajeunie.

LES COMMENCEMENTS DE LA "R.P."

Cinquante ans d'histoire c'est à la fois un long parcours et un petit bonhomme de chemin qu'il serait présomptueux de vouloir retracer en quelques pages. Embrasser tout cela dans un espace si mesuré — et la part qui nous est laissée ne peut être très grande — c'est nécessairement mal étreindre.

Il faut presque choisir : l'œuvre ou les ouvriers de l'œuvre, les deux faisant corps indissociable naturellement, mais ceux-ci ne pouvant s'effacer totalement devant celle-là, quelle qu'elle ait été leur préoccupation constante à cet égard.

Quoi qu'on fasse, quelque gêne que les intéressés directs aient pu ressentir de cette identification qu'ils ne souhaitèrent jamais aussi étroite et qui, peut-être, leur pesa quelquefois, la *Révolution prolétarienne* restera liée indissolublement aux noms de Monatte, de Louzon et de Rosmer, le nom de ce dernier ne venant d'ailleurs qu'en troisième position, en considération même de la vitesse acquise, sa perversion sentimentale « trotskyste » l'ayant éloigné à plusieurs reprises. Au point même, un jour, de prendre solennellement ses distances avec le « Noyau », quand s'était fondée la *Vérité*, première tentative sérieuse d'un hebdomadaire voué à la diffusion de l'évangile de la Quatrième Internationale ! (V. sur cet « éloignement » momentané, la *R.P.* du 1^{er} janvier 1930.) Il ne s'en faudra d'ailleurs que d'un an pour que Rosmer revienne respirer l'air salubre de la *R.P.*, l'atmosphère de la Ligue communiste (nom d'alors des troupes trotskystes) s'étant bientôt révélée suffocante ! Et grands prophètes, à leur accoutumée, les leaders de la *Vérité* (n° du 26-12-1931) salueront en ces termes le départ de Rosmer, un instant fourvoyé parmi eux : « Quant à Rosmer, après tant d'autres, il fait une triste fin. On passe à l'ordre du jour. » Propos, dont on veut croire qu'il eut difficilement l'aveu du futur assassiné de Coyoacan, encore dans son exil turc de Prinkipo, quelque déshumanisation « marxiste » qu'il affectât de montrer, quand son catéchisme du jour était en cause.

Résumons-nous donc pour Rosmer et pour n'y plus revenir : il aura été probablement un des meilleurs amis de Trotsky, et leur amitié née aux mauvais jours de 1915 aura eu la chance de se continuer jusqu'aux jours encore plus sombres de 1940, mais il sera toujours difficile de le considérer, au-delà de cet aspect humain des choses, comme un « trotskyste » de souche véritable. Toute sa nature et tout son passé protestent contre une acception aussi étriquée et aussi mécanique de sa personne. Peut-être que ce fut même une des rares sagesses de Trotsky de l'avoir bien connu tel, plus comme l'ami sûr que comme le « disciple », fanatique d'un jour, hérétique du lendemain et peut-être ennemi forcené des jours ultérieurs, et de s'en être accommodé !

Si nous nous sommes un peu attardés sur les fidélités ou les « évasions » trotskystes de Rosmer, c'est pour mieux écarter d'entrée de jeu une étiquette abusive, qu'il était le seul à pouvoir assumer, et encore dans les limites que nous avons dites, dont on put, un instant et sur de fausses apparences, revêtir la *R.P.* Ce fut d'ailleurs une disgrâce commune à tous les journaux d'opposition faits par des hommes qui traversèrent le parti communiste, d'être qualifiés de « trotskystes ». L'équivoque demeure encore aujourd'hui, sauf toutefois que l'épithète, tout aussi infamante ! de maoïste », a pris le relais et quelquefois sans plus de bien-fondé !

Pourtant quand la *Révolution prolétarienne* vint au monde — le 1^{er} janvier 1925 — l'assimilation n'était pas possible, le « trotskysme », à proprement parler, étant encore à naître, même si une certaine cristallisation était déjà perceptible du côté de Moscou, à des yeux exercés, tout cela d'ailleurs ne relevant encore que de l'appellation assez nébuleuse de « crise russe » ou du « P.C. russe » et ne faisant pas pleinement corps avec le seul personnage de Trotsky, que la persécution stalinienne hissera bientôt au rôle de symbole exclusif !

Néanmoins il faut convenir que ce qui put aider, un instant, à troubler les esprits, ce fut

le sous-titre que la nouvelle revue arborait : *Revue syndicaliste communiste* !

Pudeur, délicatesse à l'égard des compagnons de la veille ou tout simplement attachement passionné et passionnel à cette révolution russe qu'on avait tant souhaitée et de laquelle on se refusait à désespérer malgré tant d'évidences fâcheuses et malgré tant de présages que le pire était encore à venir et serait pour des temps proches, toutes ces raisons avaient peut-être retenu les hommes du « noyau » de renoncer à un qualificatif, qui avait eu valeur de défi quelques saisons.

Pourtant, aucun de ces hommes du « noyau » n'était un produit spécifique, nous ne dirons pas du communisme, mais des nombreux appendices de l'Etat soviétique, connus sous les noms de Komintern ou de Profintern. Produits qui, fabriqués en grande série dans les séminaires de Moscou ou les sous-sucursales de Bobigny et d'ailleurs, commenceront de se répandre bientôt, inondant le monde de révolutionnaires « professionnels », type Doriot ou Barbé, pour l'espèce-repoussoir, type Thorez-Togliatti, pour l'espèce académique et bien famée !

Tous, si jeunes fussent-ils, même Chambelland, assurément le benjamin de l'équipe, et qui comme tel aurait pu être plus profondément « contaminé » avait tété un premier lait, — pour Chambelland, précisément celui que lui avait dispensé un vieil anarchiste d'Epinal, le père Loquier —, qui les avait immunisés pour toujours contre les avilissements dégradants, devenus le lot ordinaire et inévitable, de ceux qui auraient prétendu même seulement survivre à l'intérieur du P.C. !

Quelques noms de ce « noyau », en dehors de la « trinité » : Monatte, Rosmer, Louzon, dont il sera suffisamment question au long de ces lignes. D'abord celui de Garnery, un vieux syndicaliste de la Bijouterie, que tous connaissaient familièrement sous le nom de « Garno ». Il datait ses premiers exploits du temps de l'*Affiche rouge*, la fameuse affiche appelant les conscrits de 1905, à tourner leurs fusils contre les officiers qui leur ordonneraient le feu contre des grévistes éventuels. Affiche qui avait commencé la gloire de Gustave Hervé, d'Almeryda et de quelques autres et qu'avaient signée quelques éminents responsables de la C.G.T. du temps, dont Yvetot, Garnery, Bousquet, Dubéros, tous durement frappés à l'issue des débats devant la cour d'assises de la Seine.

Le nom de Godonnèche qui venait immédiatement après celui de Garnery n'était pas moins éloquent pour ce qui était gage d'indépendance. Godonnèche venait, en effet encore de plus loin, de l'*anarchie* de Libertad, école qui avait pu être discutée sous maints aspects mais qui n'avait jamais préparé aux agenouillements requis pour faire carrière dans le Parti communiste.

Albin Villeval suivait, dont le nom évoquait lui la période ravacholienne et le temps du *Père peignard*, ce qui signifiait assez quant au genre de complaisances que des bolchévistes *modern'style* auraient pu en attendre.

Il y avait encore Georges Airelle, un ancien de la *Vie ouvrière* d'avant 1914, V. Delagarde, Antonini, J. Aufrère. Charbit et Marzet venaient en queue de peloton de cette liste non exhaustive du premier « novau », qui dans les mois suivants s'enrichira de nouveaux noms,

Hattenberger, Roger Hairius (Roger Hagnauer), Finidori, celui-ci rejoignant le groupe, après sa sortie de la prison de Barberousse où sa propagande en faveur de la C.G.T. tunisienne l'avait mené.

Malgré ce vieux fonds de révolte native qui avait réuni, peut-être avant toute chose, les tenants du « noyau » et « fonds » qui leur avait rendu promptement invivables les mœurs de caserne et l'esprit de discipline *perinde ac cadaver* qui s'étaient emparés graduellement du parti communiste sous couleur de « bolchévisation », l'existence de la R.P. n'avait pas démarré aussi commodément qu'on pourrait le croire, au point qu'elle faillit rester dans les limbes.

Le premier heurt, amiable, du « noyau » vint du titre. Chambelland a raconté ici très longuement la chose, lors du vingt-cinquième anniversaire de la revue, et il faudrait reprendre entièrement son article.

Il y avait divergence ; quelques membres du « noyau » toujours dans cette hantise de ne pas se « démarquer » de la Révolution de 1917, qui avait porté le summum de leurs espérances, inclinaient à choisir le titre « Octobre », à quoi Monatte, « cuisinier » désigné du nouvel organe, avait fait obstacle avec véhémence, menaçant même de se retirer si l'on persistait dans cette voie. Il objectait légitimement que c'était peut-être encore une manifestation inconsciente d'allégeance aux gens de Moscou, en tout cas que c'était excessif de souligner l'aspect « coup d'Etat » et prise du pouvoir de la Révolution russe que le mot « Octobre » entraînait fatalement. Monatte montrait là une prescience obscure des dégénérescences prochaines, sinon des monstruosité de l'ère stalinienne, encore inconcevables même aux plus pessimistes, et qui viendraient ternir immanquablement tout ce qui prétendrait se rattacher à l'origine, celle-ci eût-elle été saluée dans le premier moment comme l'aube d'une authentique ère nouvelle, d'une pareille tyrannie. C'était voir juste et loin.

« Octobre » refusé, comme on n'arrivait pas à se dépouiller complètement du fétichisme soviétique, et toujours pour n'avoir pas l'air de couper complètement le cordon ombilical avec le parti de la veille, on se rabattit sur le titre « *La Révolution prolétarienne* », celui-ci pouvant encore apparaître comme un héritage de Lénine, en raison de son fameux ouvrage : *La Révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky*.

C'est Godonnèche qui, toujours selon Chambelland, las des attermoiements, aurait emporté le morceau, en ponctuant une controverse interminable par le propos suivant : « Vous nous emm..., prenons notre titre chez Lénine : *La Révolution prolétarienne...* et n'en parlons plus ! »

Sans doute pour satisfaire aux exigences de ceux qui avaient commencé de militer avec l'avènement du parti communiste et qui se faisaient scrupule jusqu'au bout d'apparaître comme des gens qui avaient foulé aux pieds leurs convictions premières, le sous-titre, qui ne trompait personne, de revue « syndicaliste communiste » continua de se maintenir jusqu'au 1^{er} janvier 1930, soit jusqu'au numéro 95.

Après quoi, il y eut retour carré et net aux sources, et la *Révolution prolétarienne* devint franchement elle-même, ce qu'elle n'avait jamais cessé d'être malgré le change qu'elle avait pré-

tendu se donner, mais qu'elle n'avait jamais donné à personne.

En vérité, Monatte, Rosmer, Louzon, Charbit et tous ceux de leur génération n'avaient jamais trouvé dans le communisme que ce qu'ils y avaient apporté, et tous les subterfuges étaient vains par lesquels ils avaient cru, pour des raisons évidemment louables, se déguiser à eux-mêmes !

La tunique de Nessus est pour eux indépouillable comme pour n'importe qui, et Monatte, pour ne prendre que son seul cas, restera éternellement l'homme du discours du congrès anarchiste d'Amsterdam tout autant que le signataire de la fameuse lettre de démission du Comité confédéral de décembre 1914 plutôt que l'éphémère compagnon de route d'un Parti, dans lequel il s'obstina quelque temps à rechercher l'ombre chimérique, du Lénine et du Trotsky, tels qu'il avait cru découvrir ceux-ci au temps de Zimmerwald et Kienthal.

D'ailleurs, de la main robuste, qu'il montrait quand besoin était, il déchirera lui-même le faux semblant sur lequel la revue avait trop longtemps vécu, dans ce numéro du 1^{er} janvier 1930, qui marquait la mutation « syndicaliste révolutionnaire », mutation qui se réduisait en fait à une substitution d'adjectif :

« Nous ne pouvions, à chaque numéro expliquer que notre syndicalisme communiste n'avait rien de commun avec le prétendu syndicalisme des prétendus communistes. Pour les communistes nous sommes des renégats. Pour les communistes nous sommes des communistes masqués. En disant que nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, nous ne faisons que dire la vérité, et c'en est une autre qu'il ne peut exister de plus véritables révolutionnaires prolétariens, de communistes réels que les syndicalistes révolutionnaires. »

De longs pourparlers n'avaient pas précédé la naissance de la R.P., puisqu'il ne s'en était fallu que d'un mois, pour qu'elle montrât le bout de son nez. L'exclusion des trois hérétiques (Monatte, Rosmer, Delagarde) avait en effet été prononcée le 5 décembre 1924 et elle était sortie le 1^{er} janvier suivant.

Boris Souvarine avait déjà été éliminé dans le courant de l'année, chassé par de futurs « traitres », les mêmes procureurs qui séviront contre Monatte et les siens, Louis Sellier et Albert Treint, mais alors les dépositaires de la vraie foi ! Le « Parti » avait déjà connu maintes crises, la dernière, de quelque ampleur, remontant à janvier 1923, quand Frossard s'était retiré, emmenant avec lui toute l'ancienne rédaction de *l'Humanité* (Georges Pioch, V. Méric, Tourly, H.P. Gassier, Noël Garnier, B. Lecache, etc.) et la plupart des maires de banlieue : A. Morizet (Boulogne-Billancourt), E. Cordon (Saint-Ouen) Charles Auray (Pantin), etc. (Moment qu'avait d'ailleurs choisi Monatte pour adhérer au P.C., la disparition volontaire de la branche la plus « politique » du Parti lui apparaissant comme une véritable garantie de rénovation !).

Monatte, Rosmer, Delagarde ne pouvaient, eux, se flatter de faire un tel vide. Aucun espoir possible de se créer jamais, en les suivant, une situation électorale. Surtout que les élections législatives de mai 1924 pouvaient laisser entrevoir quelques fauteuils possibles, à ceux qui ne branleraient pas dans la manche. Dans le mince cortège qui fera suite à

Monatte et à Rosmer, peu d'électoralistes donc, de tempérament ou de profession, et cependant un « candidat » possible, désigné sans qu'il y eût été pour rien, et sur la meilleure liste éventuelle, celle de la banlieue parisienne, et quasi certainement élu, l'ami Charbit. On votait alors au scrutin de liste proportionnel, la Seine se divisait en quatre « secteurs », la seule banlieue, constituant le « quatrième », la « ceinture rouge », et qui pouvait prétendre à 19 sièges. C'était le temps du « Bloc ouvrier et paysan » et Moscou avait ordonné la proscription des intellectuels et qu'on mit en avant des prolétaires authentiques, présumés moins décevants quant aux risques de corruption que le Parlement pouvait présenter. Néanmoins, c'est l'illustre Vaillant-Couturier, histrion déjà très réputé et qui ne répondait que fort peu à la définition du candidat idéal voulu théoriquement par Moscou, qui était le chef de la liste, flanqué par un prolétaire jugé bon teint, encore inconnu, mais qui fera beaucoup parler de lui, un certain Jacques Doriot. Sur 19 sièges, la liste en emportait 9, la liste du « Bloc des gauches » patronnée par Laval n'en cueillant que 5, et la liste du Bloc national qui avait pour tête de liste, Maurice Bokanovski, un ancien ministre de Poincaré et père de l'actuel Bokanovski, qu'on a vu dans le sillage de de Gaulle, faisait même mesure.

9 élus, c'est le « score » le plus éloquent que devait connaître le « Bloc ouvrier et paysan » dans toute la France et il n'aurait tenu qu'à Charbit d'être du nombre (n'eût-ce été qu'au bénéfice de l'ordre alphabétique, qui assure, inmanquablement ou presque, l'élection des « venant en tête », quand il y a scrutin de liste !).

Cela au prix seulement, un prix dérisoire pour la plupart, du mépris de ses convictions et de l'abandon de ses amis !

Dans le document, dans lequel Monatte et Rosmer énonçaient leurs griefs, et qui avait paru dès le mois de novembre 1924, sous forme d'une petite brochure, du genre de celles qu'avait publiées pendant la guerre de 1914-1918, au temps de Zimmerwald et de Kienthal, le Comité pour la reprise des relations internationales, les bonnes raisons ne manquaient pas, abondaient même, tirées tant des agissements du Parti français que des comportements de l'Internationale, mais en la relisant aujourd'hui on croit discerner qu'au-delà des divergences « objectives » c'est bien plus l'atmosphère de terreur policière interne, qui est en cause. Des « bolchévisateurs » en chambre, imposés par Moscou, Treint et Suzanne Girault, auxquels les carriéristes, toujours fort nombreux et même étant le plus grand nombre, ne pouvaient que faire écho, avaient déjà fait leurs ravages, sous l'égide de Zinoviev, le grand homme du jour, allié pour son malheur au ténébreux Staline dont le nom n'était encore que balbutié dans certains cercles d'initiés ! Maurice Chambelland, pour son compte, avait déjà rompu dès le mois de septembre, par une lettre de démission adressée à Sémard, étoile récemment levée au firmament du Parti, le « syndicalisme » ayant été d'abord son premier champ de manœuvre !

Tout naturellement, la *Révolution prolétarienne* naissante ne pouvait que faire la part belle à Trotsky, qui commençait à prendre figure de persécuté, cela même au simple titre de

l'honnêteté et de l'information, et indépendamment du lien affectif particulier que Rosmer avait avec le créateur de l'Armée rouge, demeuré pour lui avant toute chose, l'exilé de 1916, le rédacteur traqué de *Naché Slovo*, la feuille russe qu'il tentait de faire vivre avec des moyens ridicules et en dépit des tracasseries conjuguées des polices française et russe, celle-là encore tsariste et malgré la légende, préfiguration très atténuée de ce que les bons bolcheviks ont pu concevoir depuis !

Longtemps donc, la *Révolution prolétarienne* demeurera le seul véhicule possible de tout le matériel dont on pouvait disposer sur les remous dont depuis la mort de Lénine Moscou était agité. D'autres revues naîtront après, tel *Contre le courant* de Maurice Paz et Marcel Fourrier, qui apporteront leur contribution au déboufrage de crâne sur cette question russe, toujours obscurcie à plaisir par les tonnes d'informations dirigées, émanées de Moscou et de ses officines étrangères, alors comme aujourd'hui ! Boris Souvarine, remontant à toutes les sources et creusant, avec la minutie qu'on lui connaît toutes les apparences, le plus souvent menteuses, sera aussi bientôt sur la brèche, avec une nouvelle série du *Bulletin communiste*, *Bulletin* qu'il avait fondé en 1920, mais dont il avait été dépossédé par le Parti, et auquel celui-ci avait renoncé dans l'intervalle, lui préférant le titre de *Cahiers du bolchévisme*, le seul qui pût rendre, aux yeux des augures du moment, toute la sincérité agressive de vrais communistes ! Titre bien embarrassant quand il fut de mode de jouer les chattemittes ! et de faire aussi anodin et rassurant que possible ! Aussi, l'enseigne encore de mise au temps du « défaitisme » de 39-40 a-t-elle été l'objet d'un badigeon nouveau, le mot communisme — on ne pouvait moins faire ! — se substituant à l'affreux « bolchévisme », évocateur sans doute de l'homme au couteau entre les dents et des visions de cauchemar associées. Substitution insuffisante peut-être pour rassurer Passy et la Plaine-Monceau : mais l'intention y est !

Le premier numéro de la R.P. s'ouvrait sur un article de Louzon, vieil ami de Monatte depuis les temps déjà lointains de la grande C.G.T. grande sinon par le nombre du moins par la puissance « mythique », comme eût dit Georges Sorel, puissance qui valait bien celle des « gros bataillons », dont elle se prévaudra plus tard, et son collaborateur également dès la première *Vie Ouvrière*, celle d'avant 1914.

Louzon n'avait pas eu une part directe dans les démêlés de Monatte, de Rosmer et de Delagarde avec les états-majors parisiens. Replié en Tunisie il n'éprouvait que de loin les méfaits de la bureaucratie. Néanmoins, il n'était pas téméraire de penser qu'à de semblables vexations il réagirait comme eux, par tenue morale d'abord. Pour la doctrine, et malgré l'enthousiasme manifesté dès la première minute pour la Révolution russe, pas moindre que celui de ses amis Monatte et Rosmer, il avait souvent laissé percer le bout de l'oreille. Un article, relu aujourd'hui, et qui avait paru dans la *Vie ouvrière* du 16 juin 1923 (*Vie ouvrière*, que Monatte avait fait reparaitre sous forme hebdomadaire depuis avril 1919, mais qu'il avait laissée aux mains de Monmousseau depuis 1922), sous le titre *Le communisme syndicaliste*, aurait pu être interprété comme le signe avant-coureur des ruptures prochaines. Assurément, Louzon jouant bon jeu

bon argent comme d'habitude, n'avait pourtant dans l'affaire, aucun souci de tactique ou de diplomatie et peut-être les opportunistes de la maison (Monmousseau et consorts) qui n'avaient pas encore franchi le pas mais qui commençaient de s'orienter vers une reddition pieds et poings liés à l'égard de Moscou, avaient-ils tiqué sur le texte, par trop cavalier à l'endroit du Parti, auquel Louzon entendait bien réserver le second rôle.

Ce seul extrait suffira à donner le ton :

« ... Tant que le syndicalisme révolutionnaire existera en France, le rôle essentiel du parti communiste français, à notre avis c'est de servir de lien entre le syndicalisme révolutionnaire, **FORME SPECIFIQUE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE FRANÇAIS**, et la Révolution russe, axe du mouvement ouvrier révolutionnaire.

« Le Parti communiste doit faire en sorte que le mouvement prolétarien français, qui ne peut rester agissant et révolutionnaire **QUE SOUS LES FORMES QUE L'HISTOIRE LUI IMPOSE**, puisse apporter tout le poids de sa force à la Révolution russe, dont les facteurs agissants, produits d'une allure différente de l'évolution sociale, ont revêtu des formes différentes de la sienne. »

Plus, Louzon en post-scriptum de ce même papier, ne craignait pas de se heurter discrètement à Trotsky, encore en odeur de sainteté à cette date (juin 1923), et qui venait précisément de publier un article sur le « préjugé anarcho-syndicaliste », donnant probablement du même coup son essor à la définition, inusitée jusqu'alors. Post-scriptum, qui ne faisait qu'aggraver la teneur litigieuse du texte principal !

Aventurier de la pensée libre par excellence, (la formule est de Proudhon qui l'inventa pour lui-même), Louzon de toute manière n'aurait pu, même rassuré par une identité de vues prétendue ou par des affirmations formelles sur la pureté des intentions, se satisfaire du régime de chiourme, qui allait s'installant à vue d'œil dans tous les étages du Parti. Son éloignement du fait des caciques ou son départ spontané était dans la logique inéluctable des choses à plus ou moins brève échéance, et les conflits nés à Paris n'avaient pu que précipiter le dénouement.

Au vrai, avec le départ de Monatte c'était presque toute la rédaction « syndicale » de *l'Humanité*, qui avait pris le large, Charbit et Chambelland faisant partie de l'équipe, et Louzon, y donnant assez fréquemment des notes de politique et d'économie.

La *Révolution prolétarienne* ne pouvait s'imposer au départ, vu ses moyens chétifs et le peu d'audience qu'il semblait qu'elle pût espérer, que par la qualité. Elle l'eut. Pour s'en convaincre, il n'est que de se rapporter pour comparaison à des publications contemporaines et qui pouvaient paraître viser à un objet semblable — l'information nationale et internationale ouvrière —, tels les fameux *Cahiers du bolchévisme*, recueil fastidieux et insipide des vérités premières manufacturées à Moscou et annulées la semaine suivante au profit de textes non moins péremptires —, pour juger de l'indigence des pièces de comparaison.

Monatte était un maître-d'œuvre sévère et n'avait pas toujours la rondeur bonhomme

dans le comportement que ses extérieurs pouvaient laisser supposer.

Le journal quotidien, la *Révolution*, qu'Emile Pouget et Charles Malato avaient fait paraître en 1909, qu'il avait connu de très près, y faisant même des débuts de reporter « syndicaliste », l'avait enseigné durement. Plus tard, égrenant des souvenirs (*l'Actualité de l'Histoire*, octobre 1956) ; il écrira : « Le quotidien, la *Révolution*, mal préparé, mal administré, mal rédigé devait vivre quarante jours seulement ! » Expérience fâcheuse qu'il avait beaucoup méditée et qu'il n'avait pas voulu revivre. D'où les soins jaloux apportés déjà à sa première *Vie ouvrière*, modèle du genre, et qu'il s'appliqua à renouveler pour la *Révolution prolétarienne*.

Pour son compte, il avait choisi de se manifester par le moyen du *Carnet d'un sauvage*, qui deviendra plus explicitement encore dès le deuxième numéro le *Carnet du Sauvage*, où tous les mois, il dirait son mot sur les choses et les hommes, dans son style simple, dru, classique et où l'on sent au moindre détour, selon la belle formule de Pelloutier, « l'amant passionné de la culture de soi-même », amant qu'il ne négligea jamais d'être, et qui est déjà si évident dans le jeune Monatte qui collaborait au *Libertaire* en 1902, malgré toutes les contraintes extérieures.

Cette affirmation délibérée de « sauvagerie » n'était pas fortuite, et Monatte avait dû beaucoup y réfléchir, qui savait que le titre de rubrique qu'il avait choisi, avait déjà été employé par un journaliste Henry Maret, qui avait eu quelque célébrité de 1871 — il avait commencé à ferrailer dans les petits journaux du Second Empire, puis de la Commune, et s'était épanoui sous la Troisième République — jusqu'à sa mort, survenue en 1917 !

« Sauvagerie » révélatrice de timidité, de repli sur soi, de ce « refus de parvenir », le signe distinctif le plus certain de la maison ! Ne réussissez jamais, disait Elisée Reclus, entendant le mot, il va sans dire, au sens où chacun l'entend très précisément, au sens de la réussite « sociale » et conventionnelle. Monatte aura presque tout refusé des promotions, des élévations, qui se seraient offertes tout naturellement à lui et nous ne parlons que dans son propre milieu, sans qu'il levât le petit doigt. Renoncement si systématique, qu'on en est à se féliciter qu'il y ait dérogé un jour, sans quoi nous n'aurions pas eu la fameuse lettre de démission du 6 décembre 1914 au comité confédéral, honneur qui suffit largement à une vie.

Dès cette première année 1925, beaucoup de noms, en dehors naturellement de ceux des fondateurs et des proches déjà cités, s'inscriront dans les colonnes de la R.P. et qu'on retrouvera tout au long du parcours. Ainsi celui, de J. Péra, présent dès le deuxième numéro avec une de ses chroniques de globe-trotter, relative, non à l'Extrême-Orient, dont il aura bientôt la quasi-spécialité, mais aux Balkans ; chroniques, qui, hors de rares intermittences, seront une constante de la revue, jusqu'au dernier souffle de l'auteur ! Marthe Bigot, Jacques Mesnil figurent aussi dans ceux qui rejoindront dès la première année.

Hors la « crise russe » et toutes les implications dans les « partis frères », domaine dans lequel Rosmer se prodiguera d'abondance, appuyé bientôt par Boris Souvarine, qui signera

d'abord « Un communiste », les thèmes, nationaux et internationaux, ne manqueront pas dans ces premiers cheminements pour fixer l'activité de la R.P. : notamment la guerre, bientôt réallumée, au Maroc, sous un gouvernement de *Bloc des gauches*, faisant banqueroute à la plupart de ses promesses, dès le lendemain de son avènement ; les grèves, dont celle, tragique, des sardiniers de Douarnenez dont traitera Allot, un des plus vieux amis de la R.P., dès le premier numéro dans une étude, sobre et sans jactance, comme les aimait Monatte ; le « fascisme » prenant son aspect définitif et Mussolini, consolidé dans son pouvoir, après l'assassinat de Matteotti (juin 1924) en dépit de la mascarade de l'Aventin (simulacre parlementaire, qui avait amené, pour toute protestation contre la vague d'assassinats qui avait déferlé sur l'Italie, et alors que Mussolini était sorti nettement ébranlé du scandale suscité par l'enlèvement du député socialiste, les députés d'opposition à faire sécession du Parlement officiel et à tenir séance à part, sur l'Aventin, quartier de Rome, resté célèbre depuis l'antiquité, en raison de manifestations d'opposition dont il avait déjà été le théâtre).

C'est à Charles-André Julien, ex-communiste lui aussi, et qu'on connaîtra dans la suite brillant spécialiste du problème musulman, qu'il avait été donné de traiter du sujet pour la R.P., dans un article *Mussolini et l'Aventin*, (janvier 1926), qui garde encore tout son prix, aujourd'hui.

Bordiguiste inattendu, Charles André-Julien, en appelait d'ailleurs au fondateur du Parti communiste italien, dont les manœuvres entamées depuis de longs jours à Moscou avaient sérieusement ruiné l'autorité, pour tenter de redresser une situation qui n'était déjà plus redressable !

« Au moment où le Parti italien est cruellement frappé par la répression, on voudrait espérer qu'il entendra cette voix et qu'il comprendra combien la critique féconde d'un Bordiga est plus féconde à l'action que la récitation d'un Credo servile. »

Mais en citant cet article, de janvier 1926, nous débordons quelque peu le seul que nous nous étions assigné : refeuilleter avec vous la première année de collection de la R.P., année-témoin, qui suffirait à conclure pour le reste, sinon pour l'étendue des sujets traités et des combats à venir, mais pour la qualité de l'information et le mérite de l'effort soutenu, tant les moyens pouvaient paraître dérisoires au départ.

Mais ce lever de rideau peut-il suffire à apaiser les curiosités ou faudra-t-il y revenir ?

Alexandre CROIX.

« Quand on a sauté à pieds joints du « classe contre classe » le plus farouche à la défense des classes moyennes, et du défaitisme révolutionnaire au culte de Jeanne d'Arc et de la Marseillaise, il faut s'attendre à ne pas être cru sur parole. »

Pierre MONATTE.

(La « R.P. » - 10 juillet 1936.)

CINQUANTE ANS DE FIDÉLITÉ

Je connais un vieux couple qui pourra célébrer ses noces d'or l'an du cinquantenaire de la R.P. Mari et femme sont réputés pour leur caractère « anguleux » et leur personnalité fort indocile. Leurs disputes indiscrètes et bruyantes ont souvent inquiété leurs proches. En riant, ils le confessent et ajoutent : « C'est une nécessité... peut-être un miracle. L'évocation de notre passé commence avec nous deux. Et si court soit-il, nous n'espérons l'avenir... qu'ensemble. »

Je pourrais facilement interpréter dans les mêmes termes ma liaison avec la R.P., réticente encore en décembre 1924, totale et exclusive lorsque je fus inclus dans le noyau initial, au cours de l'An 1925, après mon exclusion du Parti Communiste (voulue et préméditée par moi, malgré les hésitations de ma « cellule de rue » et les objurgations affectueuses de certains de mes aînés). Le hasard a voulu que je sois chargé du « leader » commémoratif... lors du dixième anniversaire de la R.P. en 1935, lors des « noces d'argent » en 1950, lors du quarantième anniversaire en 1965. Il y a deux ans, j'ai cru au divorce définitif — Prétention et outre-cuidance ! J'ai sans doute hurlé ou gémi... ou haussé les épaules en lisant certains articles. Mais je découvrais souvent... parfois en bas de page... la petite note issue de notre langage commun... et toujours j'éprouvais ce « je ne sais quoi... » qui tient de l'irrationnel, qui vous lie pour la vie à la femme aimée, à la famille choisie, à l'œuvre qui compose un engagement définitif.

Miracle ? C'en est un que la pérennité d'une revue, née des séquelles de la première guerre mondiale et de la Révolution russe.. ayant traversé les séquelles de la seconde guerre mondiale, toujours vivante et audible dans les bruits tumultueux de bouleversements presque quotidiens. Oh ! Il est des raisons sociales et des titres plus anciens. **L'Humanité**, journal quotidien, date de 1905. **La Vie Ouvrière** fut fondée en 1909. Mais, Jaurès, fondateur de celle-là, s'il sortait de sa tombe, ne pourrait que lancer à ses indignes héritiers l'apostrophe dont il avait cinglé Briand (renégat du socialisme) : **Pas ça et pas vous !**

Le fondateur de **la Vie Ouvrière**, Pierre Monatte, s'est expliqué sur son départ en 1922 et le choix de sa succession. La session confédérale consommée en fin 1921 lui paraissait une catastrophe et un lourd échec personnel — Alfred Rosmer qui avait après lui le plus de droits sur **la Vie Ouvrière** s'était prononcé pour la liaison organique entre **l'Internationale Communiste** et **l'Internationale syndicale Rouge** — Gaston Monmousseau, bientôt secrétaire de la CGTU, s'était affirmé au contraire d'accord avec Monatte pour **l'indépendance du syndicalisme**. Ce fut lui qui fut choisi pour diriger **la Vie Ouvrière**. Trois ans plus tard, il la livrait aux stalinien.

La R.P. est-elle demeurée en 1974 telle qu'elle fut en 1925 ? Certes de nombreuses signatures ont disparu, de nouvelles signatures apparaissent à chaque numéro. Les thèses soutenues successives et souvent contradictoires ont suivi dans leurs variations l'évolution des problèmes essentiels. Mais il est possible en 1974 de lire les exemplaires de 1925 sans perdre contact avec l'actualité, sans éprouver le sentiment de fouiller dans un passé mort. Faites l'expérience, comme je viens de m'y soumettre. C'est peut-être assez humiliant de constater que ce qui nous paraissait « primordial » en 1925 dans nos espoirs révolutionnaires, demeure en 1974 dans les prévisions du « possible »... en parti-

culier la volonté consciente de la classe ouvrière de gérer l'héritage de la classe capitaliste et le patrimoine de l'Humanité — et l'internationalisme intransigeant c'est-à-dire une pensée et une vocation.

Nos jeunes circuleront plus facilement que nous dans cette rétrospective actualisante. Car à chaque page de la collection surgissent des figures aimées qui nous sont encore familières. Tous les quinze jours, un noyau... élargi discutait du numéro paru et prévoyait le suivant. **L'Internationale Communiste**, avant sa fondation solennelle, aurait tenu sur un canapé — On n'en pourrait dire autant du noyau de la R.P. D'abord parce que nous étions trop nombreux. Ensuite parce qu'il n'y avait pas de canapé... à peine des chaises branlantes en nombre insuffisant, dans la pièce sordide où nous nous réunissions au-dessus de **la Librairie du Travail de Hasfeld**, 96, quai Jemmapes.

Lieu déjà historique ! Ce fut le siège de la petite revue **la Vie Ouvrière** qui naturellement cessa de paraître en août 1914. Pendant le dernier trimestre de 1914, **Monatte** et **Rosmer** y tenaient tous les jeudis une réunion presque clandestine où venaient, fort rares au début, les premiers opposants à la politique d'Union Sacrée. Marcel Martinet y conçut sans doute son émouvant roman : **la Maison à l'abri**. **Amédée Dunois**, venu des **Temps Nouveaux**, à la fois « si subtil et si fidèle à ses choix » s'engageait courageusement sur la voie qui devait le mener de la rédaction en chef de **l'Humanité** (qu'il assura jusqu'en 1924) au camp de déportation et à une fin héroïque. **Léon Trotsky** qui, avec le menchevik **Martov**, s'était signalé dans la colonie de Russes émigrés par son opposition à la politique belliciste de la Social-Démocratie, devint un des familiers du misérable local. **Monatte**, étant mobilisé en février 1915 dans les unités combattantes, **Alfred Rosmer** tint seul la permanence, jusqu'à sa propre mobilisation, et c'est dans ce « hérisson » syndicaliste, pacifiste et révolutionnaire, qu'il se voua tout entier à la composition et à la diffusion de l'adorable littérature clandestine, portant bientôt le qualificatif glorieux de **Zimmerwaldienne** — (dont le premier monument, précédant les résolutions de **Zimmerwald** fut la lettre de démission de **Monatte** du Comité Confédéral, écrite et publiée en décembre 1914).

Dix ans après la première manifestation de leur pacifisme révolutionnaire, **Monatte** et **Rosmer** se retrouvaient dans le petit local du quai Jemmapes. Le noyau initial de la R.P. se composait de la petite équipe de rédacteurs de **l'Humanité**, démissionnaires en avril 1924 ! **Ferdinand Charbit** évidemment ; **Victor Godonnèche** (du noyau de **la Vie Ouvrière** avant 1914, un des militants les plus efficaces du syndicalisme révolutionnaire, dans le Livre parisien) ; **Lucien Marzet** (un chic copain de ma génération, ouvrier devenu journaliste) ; **Antonini** (postier honnête et sympathique qui reprit par la discipline du Parti, nous quitta discrètement sans avilir nos relations). Et, celui (également de ma génération) qui devait fonder et animer **la Ligue Syndicaliste**, **Maurice Chambelland** qui, à 25 ans, avait déjà derrière lui un passé riche d'initiatives et de réalisations courageuses. Cependant dès janvier 1925 figuraient d'autres noms parmi les fondateurs. De vieux syndicalistes de l'époque héroïque : **A. Villeval** (du Livre), **A. Garnery** (du Bijou). Deux métallurgistes qui furent membres du Comité Directeur du P.C. : **Victor Delagarde** (qui

organisa le premier congrès des conseils ouvriers de la Région parisienne et administra longtemps l'A.O.I.P.) — **A. Mahouy** (porté sur la liste noire du Comité des Forges et qui ne trouva du travail que chez Ford... première « victime » — (?) — de la colonisation américaine). Un postier, militant des premières luttes syndicales dans les PTT : **G. Lacoste** — **J. Aufrère** (du Livre également, solide et fidèle).

Robert Louzon compte évidemment parmi les premiers fondateurs, aux côtés de **Monatte**, **Rosmer**, **Chambelland** et **Charbit**. Son passé pouvait déjà servir de matière à une histoire romancée. Il me reprocherait violemment une allusion à ses titres universitaires. Il était déjà du noyau de la première **Vie Ouvrière**. Membre du Parti Socialiste, il figurait dans la minorité syndicaliste révolutionnaire, issue du **Parti Ouvrier Socialiste révolutionnaire** (fondé par l'ancien communiste Jean Allemane), où il avait rencontré **Victor Griffuelhes** (le premier secrétaire confédéral de la CGT). Et c'est à sa générosité que l'on doit l'achat de la Maison des Syndicats de la rue Grange-aux-Belles, où la CGT put se loger après son exclusion de la Bourse du Travail. A notre première rencontre, quai Jemmapes, il sortait de la prison, où l'avait mené le « complot » (!?) anticolonialiste, c'est-à-dire tout simplement la fondation de la **CGT tunisienne**. La Librairie du Travail publie son « Précis d'Economie politique » frappé d'interdit par quelques foetus marxistes nourris dans les couveuses de Moscou. Cinquante ans plus tard, l'homme reste insolite, exceptionnel et unique.

Le noyau annexe bientôt le grand **César Hattenberger** dont les longs bras semblaient soulever des colonnes de chiffres. Il avait mis au service de la **Vie Ouvrière**, hebdomadaire en 1919, toutes ses qualités d'agent commercial. En quelques semaines il avait fait grimper le nombre des abonnés à une hauteur très satisfaisante. On comptait sur lui pour une administration aussi rentable de la R.P. Hélas ! la tuberculose devait nous l'enlever beaucoup trop tôt.

Parmi les « itinérants » et les provinciaux, dont je ne connus les têtes que longtemps après avoir savouré leurs productions : notre cher **Péra** — qui nous quitta l'année dernière après avoir servi la R.P. au maximum — **B. Giauffret** (de Nice) dont la valeur littéraire orne la viguerie militante. Les animateurs de la minorité syndicaliste de l'Enseignement nous rejoignirent assez vite : **Josette** et **Jean Corneé** et **E. Allot** (du Finistère), **J. Baldacci** et **U. Thévenon** (de la Loire), **G. Thomas** (de l'Indre)... **J.V. Jacquet** (du Rhône)... Le Noyau annexe aussi trois personnalités exceptionnelles : **J.P. Finidori**, fondateur de la CGT tunisienne, frappé de bannissement du territoire français qui pour servir la R.P. se fabriqua jusqu'à la guerre, une identité imaginaire — **Marthe Bigot**, institutrice de haute valeur intellectuelle et morale qui symbolisa en 1922 l'action syndicale contre l'arbitraire — **Jehanne Stanko**, fondatrice du groupe des **Dames des PTT** luttant pour l'égalité de traitement... Mon frère d'armes : **Henri Fulconis** se consacrait surtout à la **Ligue syndicaliste**, jusqu'en 1931 lorsque la tuberculose nous l'enleva, lui aussi.

Marcel Martinet et **Amédée Dunois** ne pouvaient participer régulièrement aux réunions du noyau. Mais ils restaient des nôtres. Dans les premiers temps de l'opposition communiste, lors des premiers mois de la R.P., je retrouvai quai Jemmapes : **Boris Souvarine** (l'un des fondateurs du P.C. qui fut l'un des premiers à nous éclairer sur la crise russe de 1924) ; **Maurice Paz** (avocat de Monatte au procès du complot de 1921, qui devint notre avocat en 1923-1924 dans le procès de Mayence,

fut pour **Albert Lemire** et moi un ami particulièrement efficace et généreux) et **Magdeleine Paz** (que j'ai évoquée dans un des derniers numéros de la R.P.)... puis **F. Loriot** (le représentant de la fraction zimmerwaldienne dans le Parti Socialiste jusqu'en 1920). Comme **Fulconis**, des militants ouvriers — tels **Clément Delsol** (de l'Eclairage) et mon autre frère d'armes : **Albert Lemire** (des métaux) militaient surtout à la Ligue syndicaliste et tentaient de « décoloniser » la CGTU.

Il faudrait allonger cette liste... Aux vieux copains, aux survivants de s'y employer. Si j'en avais le loisir je pourrais évoquer aussi nos correspondants étrangers... Ce qui me frappe le plus en cette énumération, c'est l'originalité particulière de chacun des militants cités. Chacun avait illustré son non-conformisme « viscéral ».. par quelque performance, quelque mission souvent entreprise sans grand espoir et poursuivie sans succès. « **Suivre sa pente**, disait **André Gide**, ... soit... mais en remontant. » Tous ceux de la R.P. pouvaient reprendre à leur compte, une telle devise... Et c'est tout naturellement à la R.P. que s'engagèrent ceux qui s'étaient évadés... ou que nous avions tirés de l'enfer stalinien : **Yvon** (parti en URSS avec enthousiasme pour servir la Révolution russe) — **Nicolas Lazarevitch**... et **Victor Serge**

Si j'en ai le temps, si la R.P. peut me réserver quelque place, je tenterais l'année du cinquantenaire un rappel des grandes campagnes engagées par la R.P. avant 1939 et après 1947.

Je voudrais aujourd'hui insister seulement sur le tournant historique de 1925. Nous savions bien à l'époque que nous avions pris le tournant. Mais on ne pouvait prévoir qu'à ce carrefour se situait le point de non-retour. Au début de 1923, le Parti Communiste semblait libéré des pratiques politiques et on pouvait espérer que de cette épuration sortirait une élite ouvrière et révolutionnaire. C'est en 1923 que **Monatte** (peut-être influencé par cet espoir, peut-être par loyauté, car il dirigeait la **Vie Sociale de l'Humanité**) adhéra au Parti. Geste franchement insolite de sa part. Six mois après il entra au Comité Directeur. Nous savions déjà qu'à Moscou, ceux qui comme **Léon Trotsky** avaient vécu le mouvement français, malgré leur opposition doctrinale au syndicalisme comptaient sur **Monatte** et **Rosmer** pour « accomplir » le communisme authentique. Mais deux processus parallèles allaient ruiner leurs espoirs en avilissant leur autorité. En France, sous le titre pompeux de bolchévisation, on entreprit de transformer le Parti en une machine dont tous les rouages aboutissaient à un centre omnipotent. Le Comité Directeur étoit bafoué, le bureau politique même était désarmé. Le Secrétariat réduit à un ou deux personnages terrorisait les Fédérations et les sections par des espèces de préfets et de « commissaires aux armées », dont l'obéissance aveugle au sommet conditionnait un pouvoir discrétionnaire à la base. L'Internationale fut exactement informée. Il suffit pour s'en convaincre de lire « **L'Œil de Moscou à Paris** » (Collection Archives Julliard), composé essentiellement des notes et lettres de **Jules Humbert-Droz**. Moscou pouvait facilement intervenir. En désavouant les « bolchévisateurs », les dirigeants du Comintern auraient réveillé le Parti et peut-être changé la face des choses. Ils s'en gardèrent bien. Après la mort de **Lénine** (21 janvier 1924), **Zinovief** et **Kamenev** s'associèrent à **Staline** pour abattre **Trotsky**. Il leur fallait donc par tous les moyens liquider tous ceux qui se refusaient à « condamner sans comprendre ». **Staline** devait, deux ans plus tard, écar-

ter les deux membres de la troïka. Il y eut donc un synchronisme volontaire entre les deux opérations de Paris et de Moscou, l'une et l'autre menées par le féroce Géorgien dont la dictature sur l'Etat, le pays et le parti russes devait s'étendre à toute l'Internationale, soumise à sa seule autorité omnipotente.

Les premiers Zimmerwaldiens, les premiers défenseurs de la Révolution russe, les fondateurs du Parti Communiste, les syndicats révolutionnaires n'avaient plus leur place dans cette nouvelle Compagnie de Jésus. Non parce qu'ils étaient droitiers ou gauchistes, « léninistes ou trotskystes... mais tout simplement parce qu'ils étaient incapables d'obéissance mécanique, d'alignement automatique. C'était incontestable aussi bien pour Loriot, Souvarine, Dunois que pour Monatte, Rosmer, Chambelland, Louzon et Delagarde. Le 5 octobre 1924, Monatte, Rosmer et Delagarde adressaient au Comité Directeur dont ils étaient membres une protestation contre les attaques calomnieuses lancées contre eux, au cours d'une réunion de secrétaires fédéraux. Ne recevant aucune réponse, aucune explication du Secrétariat général, ils publièrent le 22 novembre 1924 une « lettre aux membres du parti communiste », rédigée par Pierre Monatte en ce style pittoresque et vigoureux qui lui était propre.

Nul ne pouvait garder d'illusions. C'était la rupture. La Révolution prolétarienne en fut la seconde manifestation.

Au noyau fondateur, personne ne pouvait prévoir les monstruosité qui allaient caractériser l'omnipotence stalinienne. Parmi nous, certains assez nombreux n'avaient pas perdu tout espoir d'une rénovation du Parti, d'une résurrection de l'Internationale, d'un retour en Russie au régime des Soviets.

Quelques-uns envisageaient peut-être déjà les possibilités d'un nouveau Parti, reprenant l'héritage de Zimmerwald et de l'Octobre russe.

Mais au Noyau deux hommes avaient déjà compris que la rupture était définitive — que l'expérience d'un parti politique, ouvrier et révolutionnaire avait totalement échoué, que la lutte ouvrière et les aspirations révolutionnaires dépendaient de la renaissance d'un syndicalisme indépendant, de la formation d'une élite ouvrière capable d'étudier et de discuter tous les problèmes essentiels.

C'étaient Pierre Monatte et Maurice Chambelland. Celui-ci pensait déjà à l'organisation d'une minorité dynamique dans les deux CGT rivales.

Celui-là entendait poursuivre avec la Révolution prolétarienne, l'œuvre d'éducation menée par une coopération intellectuelle, que la Vie Ouvrière de 1909 à 1914 avait engagée, avec une efficacité à longue portée dont portaient témoignage tous ceux qui en 1925 vinrent nous rejoindre, par leur présence ou leur pensée dans le petit local historique du 96 quai Jemmapes.

Roger HAGNAUER.

La « R.P. » aura-t-elle une seconde jeunesse ?
Si vous le voulez, aidez-la dans sa trésorerie
et, aussi, dans sa rédaction et sa diffusion.
La « R.P. » est une tribune libre pour militants syndicalistes.

A travers les

LIVRES

HISTOIRE DU FRONT POPULAIRE

par Georges LEFRANC (Ed. Payot)

Georges Lefranc qui avait déjà publié en 1965 une étude sur l'histoire du Front Populaire, vient de sortir un nouvel ouvrage qui peut être considéré comme le travail le plus complet et le plus objectif de la période qui va de l'agitation anti-républicaine des Croix de Feu du colonel De la Roque en 1933 et 1934 à la fin du Front Populaire en 1937-1938, période importante de notre histoire, dont l'auteur, a été témoin et acteur engagé dans ces événements. Cette étude rassemble un nombre incalculable de témoignages et de documents, souvent inédits.

En réécrivant cette histoire en 1974 et en l'enrichissant de tous les témoignages connus à ce jour, Lefranc a voulu obéir à un vœu : celui de contribuer à empêcher que, à l'avenir, une autre grande espérance ne soit à nouveau suivie d'une grande désillusion. Et il est certain que son travail est éminemment utile à ceux qui veulent mieux connaître les événements de cette période agitée, qui va de la tentative de coup d'Etat de la droite à la réaction de la classe ouvrière se concrétisant par la réalisation de l'unité syndicale, puis du succès électoral de la gauche, amenant pour la première fois en France un socialiste à la tête du gouvernement, lequel apporta à la classe ouvrière de nombreuses et importantes réformes.

Certains pensent qu'on aurait pu alors aller plus loin. Le régime était branlant et, peut-être, était-il possible de le renverser au lieu d'accepter de gouverner en maintenant le même régime social. Trotsky trouvait même que l'on jouait alors à « qui perd gagne ». Mais il faut reconnaître qu'aucun parti, pas plus que la Confédération du Travail n'étaient prêts à faire le saut. Même parmi le « noyau » de la R.P. plusieurs camarades pensaient alors comme Maurice Thorez qu'il fallait « savoir terminer une grève ».

On pourra, certes, longtemps épiloguer sur ce qui n'a pas été fait. Il est certain cependant que, sans révolution, le Front Populaire a apporté un grand progrès social en France.

Et ce Front Populaire qui n'était possible qu'avec l'appui des communistes, s'est disloqué lorsque Maurice Thorez a déclaré qu'un autre gouvernement pouvait succéder à celui de Léon Blum, ce qui a encouragé le Sénat à renverser celui-ci et a permis à Paul Reynaud de pousser la C.G.T. à une grève générale en 1938, grève qui s'est soldée par un cuisant échec.

On trouvera dans le nouveau livre de Lefranc maints détails sur l'évolution des événements durant cette période. La « R.P. » y est souvent citée, avec les noms de camarades et d'amis de notre revue, notamment, ceux de Monatte, Louzon, Hagnauer, Marcel Martinet, Maitron, Maurice Paz, Michel Alexandre, ainsi que d'Albert Vassart, qui fut aussi de nos amis avant et après son long passage au P.C.

Il est un point d'histoire sur lequel je voudrais apporter ma contribution. C'est celui de l'origine du Front Populaire. Lefranc cite l'opinion de Jean Grandmougin, qu'il n'est pas loin de partager, se contentant d'écrire que l'attitude des communistes

les 6 et 7 février 1934 a paru ambiguë et pas exempte de quelque confusion. Cette opinion de Grandmougin est que le Front Populaire aurait été conçu au plus tard en février 1934. Je crois fautive cette opinion. Ou plutôt elle serait vraie si le courant populaire avait été soutenu par tous les partis de gauche, ce qui n'est absolument pas le cas. Car au début de 1934, le Parti communiste était absolument et violemment opposé aux autres partis de gauche, notamment aux partis socialiste et radical. Thorez n'avait-il pas déclaré le 24 janvier : « Nous considérons les dirigeants du parti socialiste comme des ennemis ». Et à la Chambre n'a-t-il pas, précisément le 6 février, dénoncé le thermidorien Daladier ? (Le même Daladier avec lequel il défilait, 17 mois après, bras-dessus bras-dessous le 14 juillet 1935, en compagnie de Jacques Duclos).

Il n'est pas inutile de rappeler que ce même jour du 6 février 1934, l'A.R.A.C. (Association Républicaine des Anciens Combattants) invitait ses adhérents à manifester aux Champs Elysées avec les Croix de Feu et que, appelé à s'en expliquer devant une commission d'enquête, Jean Duclos (frère de Jacques), a tenu à préciser : « Nous sommes allés au Rond-Point des Champs Elysées pour protester contre le gouvernement Daladier, non pour soutenir la République ».

Et cela est tellement conforme à l'attitude du parti que *l'Huma* du lendemain dénonçait en caractère d'affiche « le gouvernement d'assassins » (qui avait tenu tête aux factieux) et les députés socialistes qui lui avaient accordé leur confiance.

A partir de ce jour, *l'Huma*, qui n'a jamais été tendre pour les chefs socialistes ou réformistes, a redoublé de violence à leur égard en allant jusqu'à menacer d'aller saboter un meeting que la C.G.T. se promettait de tenir au Vel d'Hiv.

En outre, l'exclusion de Doriot, dénoncé comme traître pour avoir constitué un Comité d'unité entre socialistes et communistes à Saint-Denis est une preuve supplémentaire du refus du P.C. de tout rapprochement avec le P.S.

Ceci étant dit sans préjuger l'attitude ultérieure de Doriot, formé à l'école stalinienne, et qui, à ce titre, avait dénoncé en son temps les social-traitres.

Cela et bien d'autres faits que l'on peut trouver dans le livre de Lefranc prouvent que l'idée de Front Populaire, qui était incontestablement d'origine communiste, n'a pu voir le jour au cours des événements de février 1934, ni avant et que, par conséquent elle n'était pas une conséquence de ces événements, malgré ce qu'écrivent maints journalistes et singulièrement ceux du « Monde ».

L'idée du Front Populaire a été apportée dans les bagages de Maurice Thorez quand il est revenu de Moscou en JUIN 1934. Et si Moscou a dicté à Maurice Thorez un renversement complet de sa politique ce n'est pas pour céder aux désirs des travailleurs français. C'est pour un tout autre motif, comme la suite des initiatives du parti l'a démontré.

En effet, pour le P.C. le Front Populaire n'était qu'une étape vers l'Union de la Nation Française, concrétisée par le pacte Laval - Staline de 1935, par lequel le maître du Kremlin reconnaissait à la France la nécessité d'élever sa défense au niveau de sa sécurité.

Et tout cela entraînait dans le jeu de Staline qui, redoutant une entente entre la Pologne de Pilsudski et l'Allemagne de Hitler voulait opposer « la Nation française » à l'Allemagne, quitte à modifier ensuite son jeu et à s'entendre pendant 20 mois avec Hitler contre la France et l'Angleterre... avec l'approbation du parti communiste français. — F. Ch.

ECRITS DE LOUIS LECOIN

Edité par l'Union Pacifiste,
4, rue Lazare-Hoche, 92100 Boulogne

Ce livre de 250 pages est un recueil de textes de L. Lecoin extraits de « Liberté » et de « Défense de l'homme ». Les préfaces de Bernard Clavel et de Robert Proix présentent l'une l'homme, l'autre le militant que fut Louis Lecoin. Les textes choisis pour composer cet ouvrage permettent de nous rappeler l'activité de L. Lecoin ou, pour beaucoup, de la découvrir. Mais ce livre n'est pas seulement un hommage à un militant, il est un livre actuel, un livre militant : pour la libération de l'homme et pour la paix.

Si les deux plus grands chapitres des Ecrits sont consacrés à l'objection de conscience et à la paix à travers les conflits de l'après seconde guerre mondiale (Indochine, Corée, Algérie, Vietnam, Israël, Biafra), c'est que ces deux préoccupations ont dominé la vie de Lecoin. Bien des analyses pourraient être réutilisées aujourd'hui, et c'est ce qui donne leur jeunesse et leur actualité aux Ecrits.

Un chapitre intéressera particulièrement les camarades de la R.P., c'est celui consacré aux syndicats dans lequel Lecoin rappelle son attachement au syndicalisme « apolitique et antiétatique » qu'il a connu au début du siècle et déplore l'abandon de la lutte antimilitariste par les syndicats d'aujourd'hui.

Y.B.

LES ANARCHISTES ET LA GUERRE DE PALESTINE

par : Maurice JOYEUX
Editions « La Rue », prix : 8 F.

Les anarchistes et la guerre en Palestine, voilà un titre qui tente, j'en suis sûr, plus d'un copain. Un bouquin qui, je dois le dire, est un délice au point de vue style. On l'ouvre, on commence à le lire... la première page et... on a envie de savoir la suite. C'est chouette, non ! D'autant que ce titre risque de rendre méfiant. Surtout quand on lit régulièrement « la Révolution Proletarienne » ; on la connaît la question, après cette longue controverse, à mon avis fort intéressante d'ailleurs. Mais cette discussion a été, et est toujours, entre deux camps adverses. Alors que dans ce livre, on trouve une analyse très sérieuse de l'Islam et d'Israël avec des données sur leur histoire, leur religion, en tenant compte du cadre géographique politique et économique. Tout y est, rien ne manque, et nous voyons la démolition, l'anéantissement complet des deux religions, que ce soit les lois du Coran ou celles du peuple élu. Le nationalisme y passe aussi.

Vraiment un bouquin qui n'a pas peur de dire la vérité sur le Proche-Orient. Tout le monde en prend pour son grade, d'un côté comme de l'autre. Une chose quand même : on devrait relire, avant cette étude de Joyeux, l'article de Louzon « Les Juifs de Marx à Renan » cela rendrait bougrement service.

Vous allez me dire : Oui, mais c'est bien joli il tape sur tout le monde ce Joyeux mais a-t-il une proposition. Justement ; il y a une solution, LA solution, la vraie, mais je vous la laisse découvrir.

M.D.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

UNE GREVE LONGUE... TROP LONGUE ?

Nous sortons de la plus longue grève des postiers que nous ayons connue. Nous n'en sortons pas très bien. Nos camarades postiers ne s'en sortent pas très bien.

Avant d'épiloguer sur ce mouvement qui va bien au delà ou en deçà des revendications des postiers eux-mêmes, il faut rappeler ses causes et ses caractères. Une grève de postiers, comme toute grève qui arrête un service public important, fait sentir ses effets à toute la population et, dans ce cas particulièrement, touche l'économie générale du pays, se répercute dans des secteurs d'activité productrice et commerciale. Si l'usine Berliet s'arrête, le public n'en ressent pas immédiatement les effets, si même il les ressent jamais. La grève de chez Lip a pu remuer un large public, non par la gêne qu'elle lui apportait, mais par le sentiment de grande solidarité qu'elle a créé.

Dans le cas des postiers, la population laborieuse dans son ensemble est gênée et parfois indirectement et sérieusement affectée par les conséquences de la grève. Cependant, croyons-nous, s'il serait pour le moins excessif de parler de solidarité, il serait plus faux encore d'essayer de faire croire à une hostilité que cette grève aurait fait naître dans le public, privé pendant six semaines d'un de ses grands moyens de communication.

On retrouve là la responsabilité plus grande que les travailleurs d'un service public assument quand ils arrêtent le travail. Elle met en évidence en même temps — et il est bon que les postiers le rappellent pour justifier et étayer leurs revendications — l'importance et l'utilité majeure du service rendu. Que les fonctionnaires et les auxiliaires du tri postal cessent leur travail (ce travail que le sous-ministre chargé des P.T.T. a, paraît-il, qualifié d'idiot) et le pays entier en souffre. Ledit sous-ministre pourrait bien se mettre en grève illimitée sans qu'on s'en aperçoive un instant. C'est ainsi qu'on peut mesurer les utilités et les valeurs relatives des différents travaux et activités.

La population savait aussi, par son expérience multiple, que la cause de cette explosion devait être cherchée dans le fonctionnement très défectueux d'un service public qui, hier encore, était un exemple de service irréprochable. Il n'en est plus de même aujourd'hui où le désordre règne et se révèle souvent par une distribution incohérente des lettres. Les « préposés » sont devenus, bon gré mal gré, des agents de publicité distributeurs de prospectus divers, taxés à tarif très réduit.

J'ai interrogé le camarade « facteur » qui, dans un coin de Provence, fait chaque jour quelque quatre-vingts kilomètres dans sa petite voiture jaune pour distribuer ce qu'on appelle encore le courrier. Il m'a dit que, sur cinq cents plis qu'il distribue en moyenne par jour, plus de la moitié était faite de prospectus publicitaires. L'utilisation abusive du service postal, à moindres frais, provoque l'embaras d'une distribution normale ou ralentie que le public vient de payer par une augmentation du timbre de 60 % ou de 100 % ! Ce gonflement du service n'a pas entraîné un accroisse-

ment correspondant de l'effectif du personnel.

Le même camarade « préposé » m'a donné des indications étonnantes sur les modes de recrutement de ce personnel, par la voie de l'examen ou par celle de l'auxiliariat, celle-ci étant de plus en plus employée. C'est vraiment une étrange manière de concevoir le service public qui s'est maintenant installée dans cette administration des Postes et Télécommunications ! Le personnel et le public en sont en même temps les victimes.

La cause de cette explosion qui vient de se produire remonte déjà assez loin. Il serait faux ou, au moins, très insuffisant, d'en trouver les raisons dans les seules circonstances syndicales ou politiques de cet automne. Nous ne sommes pas les seuls à le dire. Un certain Jean Royer qui fut, paraît-il, pendant quarante jours, le dernier ministre des P.T.T. (après s'être illustré dans un autre département) a révélé, maintenant qu'il est en chômage de portefeuille, une remarquable intelligence du problème. Il a dit, lui aussi, que cette explosion mûrissait depuis longtemps et qu'on aurait pu l'éviter si on l'avait seulement écouté. Eh oui ! mais on ne l'a pas écouté... et, malgré la grève, les choses étant à peu près restées ce qu'elles étaient, on peut s'attendre à d'autres explosions.

L'attitude du successeur dudit Royer, un certain Lelong, par la manière qu'il a adoptée pour exécuter les directives des patrons du gouvernement, n'a pas été pour rien dans le prolongement d'une bataille dont, il faut le dire, les syndicats n'avaient pas dessiné nettement les contours. Elle fut déclenchée dans les centres de tri par ce phénomène qu'on appelle aujourd'hui « ras le bol ». On aurait tort de le sous-estimer. Les conditions psychologiques du travail comptent aujourd'hui pour beaucoup dans les luttes ouvrières. De même, c'est parce que les camarades du tri ont été indignés par les propos et le comportement général de ce Lelong à la courte malice qu'ils ont refusé d'obtempérer à ces injonctions. Le même préposé que j'interrogeais tout à l'heure m'a dit : « Ça aurait été une capitulation ! ». Et pourtant il n'était pas du tri.

Revenons maintenant à notre point de départ : la grève des postiers ne s'est pas bien terminée. On n'a pas su la terminer. Les syndicats qui la dirigeaient n'ont pas su ou pas pu la terminer. C'est l'exemple d'une mauvaise fin de grève : l'effritement, l'effilochage.

Fallait-il, comme certains l'ont préconisé, rentrer après que M. Lelong eut présenté son « protocole » ? On a dit qu'il avait des points « positifs ». J'ai sous les yeux les dernières propositions du ministre quant aux rémunérations. Il faut dire qu'elles ne s'appliquent qu'aux agents résidant dans une zone sans abatement. Il faut ajouter que les sommes indiquées comprennent la part mensuelle de toutes les primes et indemnités diverses qui florissent en ce milieu comme en beaucoup d'autres, par exemple l'inévitable prime de rendement ! Je lis donc que, tout inclus, y compris ces primes qui ne comptent pas dans le traitement soumis à retenue pour la retraite, la rémunération mensuelle totale d'un auxi-

liaire débutant du service général était, au 1^{er} novembre 74, de 1.361 F, qu'elle sera (toujours tout compris dans le menu) de 1.536 F au 1^{er} janvier 75. Pour un préposé ou agent technique après dix ans d'ancienneté, les sommes correspondantes sont 1.825 F et 1.931 F. Et pour de tels appointements, « on ne se la coule pas douce », Monsieur le ministre !

La vérité c'est que ce monsieur, agent d'exécution du gouvernement, voulait battre les postiers en révolte. Le gouvernement voulait s'appuyer sur cette défaite pour tenir la bride aux revendications générales de la fonction publique. Les gars du tri demandaient au départ un acompte forfaitaire, uniforme et unique de 200 F (nous disons bien : un acompte, une avance). Comptons largement : 200 F à chacun des 300.000 postiers, cela fait 60 millions de francs actuels, moins du dixième du bénéfice déclaré cette année par la Compagnie Française des Pétroles, moins d'un vingtcinquième du prix d'un sous-marin atomique !

Il y aurait beaucoup à dire maintenant de la tactique des dirigeants syndicaux dans cette grève, c'est-à-dire de la C.G.T. et de son alliée la C.F.D.T. Celle-ci a longtemps récusé « les journées nationales d'action » comme forme efficace d'une action syndicale (on devrait plutôt dire : journée d'agitation). La voilà embarquée maintenant dans une succession de ces « journées » dont l'ampleur diminue à chaque nouvelle édition. Le 19 novembre, les arrêts de travail n'ont été sensibles que partiellement dans la fonction publique et moins encore dans le secteur privé. Les manifestations rituelles ont été imposantes. Une semaine plus tard, la seconde journée du même type a été à peine perçue. Et l'on parle de recommencer le 12 décembre ! Nous voudrions nous tromper, mais, si aucun événement ne vient infléchir la tendance et donner des raisons nouvelles à la combativité ouvrière, cette troisième journée ne changera pas le rapport des forces. La grève des postiers, prolongée jusqu'à l'effritement, ne l'a pas changé non plus. Ou si elle l'a fait, ce serait plutôt à l'avantage des hommes du pouvoir.

La C.F.D.T. veut-elle continuer à être une force d'appoint dans la stratégie actuelle des dirigeants de la C.G.T. ? A vrai dire, ceux-ci sont en train de faire, au même pas que le P.C.F., une petite crise de gauchisme. Quelles sont les raisons de cette fièvre ? Ce ne serait pas sans intérêt de les chercher, tant sur le plan de la politique intérieure que sur celui de la politique extérieure. Laquelle commande l'autre ? Encore une question. Les jours qui viennent nous permettront peut-être de venir à bout de tous ces points d'interrogation.

On sait que, pour nous, la lutte permanente, coordonnée de la classe ouvrière et de ses alliés réels n'en pose pas tant.

DANS LE CREUX D'UNE CRISE MONDIALE

Ce titre n'est pas plutôt écrit que deux questions se posent déjà. Faut-il dire « dans le creux » ou « au sommet » ? Faut-il dire « une crise » ou « la crise » ?

Ce n'est pas sans importance. Un débat télévisé à « Actuel 2 » avait été prévu, le 25 novembre, dont le sujet était justement la

deuxième question. Il n'a pas eu lieu à cette date en raison d'une grève des personnels de l'O.R.T.F., amplement justifiée par une nouvelle et étrange réorganisation. Peut-être aurons-nous entendu ce débat, conduit par des experts ou réputés tels, quand ces lignes paraîtront. Auquel cas il nous faudrait y revenir.

Il est déjà évident que ce n'est pas seulement une question du choix d'un article : « une » crise ou « la » crise. On peut se battre aussitôt sur la signification de l'un ou de l'autre. La crise peut vouloir dire une maladie périodique bien définie, normale en quelque sorte, dont on connaît les symptômes et — mais cela est déjà moins sûr — les remèdes. Une crise comme les autres si vous voulez, comme celles qu'a connues le capitalisme dit libéral au cours de son ascension. Une crise, cela peut signifier à l'encontre un phénomène nouveau, encore mal défini, d'un caractère différent des crises dont on connaît la description classique. Ce serait une crise spécifique du capitalisme d'aujourd'hui, lui-même bien différent des schémas libéraux. Alors, à maux nouveaux, nouveaux remèdes. Mais on les cherche. Les grosses têtes technocratiques les cherchent ; les prévisions optimistes qu'ils faisaient avec trop d'assurance sont d'ores et déjà mises en déroute.

Mais pour certains camarades, « la crise », cela veut dire la crise générale prévue par Marx, la crise révolutionnaire. J'ai lu dans « l'Ecole Emancipée » que les conditions « objectives » de la révolution étaient réalisées ; manqueraient seulement les conditions « subjectives » (pourquoi faut-il qu'il manque toujours quelque chose ?).

Ce n'est plus l'heure en tout cas de discuter s'il y a crise ou non. Nous sommes en plein dedans. Dans une crise qui est sans doute plus qu'une crise économique : une crise de société, de civilisation. Certains signes sont révélateurs de cette grande maladie sociale. Ils montrent l'ébranlement profond des institutions, des idéologies, des religions qui soutenaient cette civilisation. Quels que soient les développements de cette crise, quelle que soit son issue à plus ou moins court terme, il ne fait pas de doute qu'elle fait partie du mouvement général de révolution sociale. Cela ne préjuge rien de ses lendemains immédiats. Le pire est toujours possible. Les deux « super-grands » entretiennent de quoi le fomentent aux confins de la Méditerranée orientale.

Notre président de la république avait d'abord prévu le pire puisque, dans sa « réunion de presse », il n'avait pas détourné les gens de s'attendre à la catastrophe. Dans sa causerie au coin du feu, à la fin novembre, il a emprunté un ton moins dramatique. Il nous a assurés que le gouvernement avait « la volonté et les moyens » de juguler l'inflation (plus exactement : d'obtenir et de maintenir « un taux modéré d'inflation »). Mais, depuis six mois qu'il est là, les prix n'ont pas cessé de monter à un rythme qui n'est pas modéré. Ça va venir, nous dit-il. En admettant que ça puisse venir — et ce n'est pas impossible s'il casse en même temps l'expansion immodérée — combien y aura-t-il alors de chômeurs sur le sable ?

Il y en aura moins, jure notre président.

Il nous dit que, depuis un an, avant par conséquent d'être président, il se préoccupe de l'emploi, du plein emploi. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les résultats ne sont pas flagrants. Ou plutôt ils le sont en sens contraire. Dans ce domaine, le président modern'style devrait bien avoir la même prudence que pour le taux d'inflation. Il ferait mieux de dire : avec un taux modéré d'inflation, je maintiendrai un nombre « raisonnable » de chômeurs. Resterait à s'entendre sur ce que serait « ce nombre raisonnable » de sans-travail.

On verra bientôt si la crise mondiale lui permettra en douceur de gagner son pari. Malheureusement, la probabilité n'est pas pour lui.

Mais dans la mesure où la raison a quelque chose à faire dans sa politique, il ferait bien de l'employer à changer (même avec risque) les bases mêmes d'une société qui sue les injustices qu'il dénonce benoîtement. C'est là un pari qu'il ne fera pas.

QUAND LE BATIMENT NE VA PLUS...

La célèbre formule de Martin Nadaud : « Quand le bâtiment va, tout va » peut être inversée négativement : quand tout ne va pas bien, le bâtiment ne va plus. Fondé sur le crédit et, souvent, sur de la monnaie de singe, il est tout d'un coup stoppé dans son développement, d'ailleurs pathologique. De nombreux travailleurs, particulièrement des travailleurs immigrés, se trouvent par là même sans emploi.

Il y a déjà quinze ans, une brochure de notre ami Pierre Dichamps « Est-ce que le bâtiment va ? » dénonçait l'orientation mauvaise, nocive de « la promotion immobilière », le détournement pour de faux besoins de luxe, sans souci le plus souvent ni de la protection du site ni d'une architecture rationnelle, de matériaux et de main-d'œuvre qui étaient d'une nécessité urgente pour la construction d'un habitat normal pour le peuple (normal voulant dire confortable et agréable).

Nous n'étions pas les premiers à signaler et à condamner cette désorientation d'une activité dominante par un capitalisme se ruant avidement sur cette source de profit comme la misère sur le pauvre monde (on peut même dire que cette misère du logement populaire était comme la face mal cachée de cette grande et brouillonne activité constructive). Des hommes politiques, plus intelligents que les autres ou plus intéressés au bien public (Mendès-France notamment), l'avaient dénoncée aussi. C'était en vain.

Depuis, on ne compte plus les scandales, petits et grands, qui ont donné une ample matière à la rubrique de « l'immobilier ». Les prêteurs étaient rendus fous avant d'être spoliés et nombre de notaires y perdaient une honnabilité au-dessus de tout soupçon.

On n'en finirait plus de dresser la liste de ces scandales. Elle n'est pas close d'ailleurs. Mais aujourd'hui avec le freinage tardif d'une inflation longtemps entretenue, c'est le revers de la médaille : ce sont ces fameux promoteurs qui connaissent, disent-ils, des difficultés, qui baillent en vain après des crédits comme des tanches hors de l'eau vaseuse. Un exemple : nous lisons que c'est le cas d'une société immobilière de Dunkerque qui a construit « le géant des Flandres » (!), une tour de vingt-cinq étages avec, au couronnement, un restaurant panoramique sur plaque tournante. On nous

dit que ledit restaurant est toujours inutilisé et, surtout, que sur soixante-dix appartements, quatorze seulement ont trouvé preneur. Si bien que les traites des entrepreneurs qui arrivaient à échéance (quelque dix millions de francs lourds) n'ont pas été « honorées ».

Beaucoup de ces « géants » ont des pieds d'argile.

UN SOCIALISME DE TYPE TRES PARTICULIER

Au début d'octobre, avant les « grandes » assises du socialisme et avant la cérémonie expiatoire dénommée congrès extraordinaire du parti communiste français, le « Monde » a publié une série d'articles sous le titre général « Les voies du socialisme ». Cela mérite l'attention. Passons pour aujourd'hui sur la voie social-démocrate et sur l'article de K.S. Karol concernant « la voie chinoise ». Arrêtons-nous un peu sur l'article du professeur Elleinstein, membre du P.C.F., dissertant sur « l'expérience soviétique ».

A le lire, il n'est plus possible de dire que rien n'est changé à l'intérieur du P.C.F. Aucun membre du parti n'aurait pu écrire sous Staline et sous Thorez, sans risque immédiat d'exclusion, ce qu'écrit le distingué professeur. Sa conclusion actuelle aurait suffi alors à le mettre en dehors de l'Eglise. Jugez-en ; il écrit : « *La première et la plus importante des expériences socialistes de l'histoire — à condition de n'en point faire un modèle, ni de la parer de toutes les vertus ni de négliger les différences radicales de terrain historique entre la Russie de 1917 et la France contemporaine — apparaît riche de leçons, utile et bénéfique pour l'avenir du socialisme en France.* »

Si les différents directeurs du P.C.F., d'ailleurs très fluctuants dans leur composition, jusqu'à Georges Marchais, n'avaient jamais dit autre chose, que de tourments internes, que de drames, que de schismes le P.C.F. se serait-il épargnés ! Mais on sait que, jusqu'à ces dernières années au moins, il n'était pas permis de mettre en doute en quoi que ce soit « le modèle » offert par l'URSS, ou plutôt les modèles successifs. Il fallait copier le modèle russe jusque dans ses dérisions, jusque dans ses crimes ; le dénouement n'était seulement pas aussi sanglant, en raison, dirait le professeur Elleinstein, « des différences radicales de terrain historique ». Mais qui aurait osé invoquer ces différences, pour refuser toute copie conforme, se serait mis *ipso facto* hors l'Eglise. Moscou était Rome et ses « vertus » étaient au-dessus de toute discussion, de toute hésitation même dans l'approbation immédiate. Le distingué professeur, membre du P.C.F., se permet aujourd'hui une liberté de jugement qui eût été intolérable il n'y a pas si longtemps. Le procureur Léon Mauvais, dépêché par ses maîtres, selon le modèle russe Vichinsky, aurait eu tôt fait de l'excommunier avec tous les qualificatifs de rigueur.

Mais, en bon professeur, notre auteur va au bout de son analyse. Il écrit plus haut : « Fruit des luttes de la classe ouvrière en France depuis le dix-neuvième siècle, la démocratie politique n'y est pas seulement formelle. » Vous entendez ! On nous avait pourtant rebattu les oreilles avec « les libertés formelles », à l'encontre des libertés réelles qui, à l'évidence, régnaient en URSS. Eh bien ! non, la démocratie en France est réelle, quoique perpétuellement menacée. En Russie, dit encore Elleins-

tein, « l'épaisseur du tissu démocratique » était trop mince pour s'opposer au despotisme de l'Etat.

Ainsi donc, il a commencé à expliquer le stalinisme. Il reconnaît même que « subsiste dans certains domaines, et en particulier dans celui de la vie intellectuelle, une sorte d'« arché-stalinisme ». Mais ce n'est qu'une séquelle en voie de disparition depuis la mort du despote. Maintenant, tout est clair, on va vers le socialisme ; on y est déjà. En s'appuyant sur de bons auteurs de sa maison, Elleinstein nous assure que s'il y a « une certaine analogie des solutions techniques apportées aux problèmes économiques » par les Etats capitalistes et par l'Etat « soviétique », « la convergence est purement technique et ne porte en aucune façon sur le fond. »

Bien, nous allons discuter du fond. Pour expliquer le retard dans la productivité et dans le niveau de vie, le professeur invoque, avec juste raison, le poids énorme que le nouvel Etat « soviétique » a dû supporter à la suite de la première guerre mondiale, puis de la guerre civile, puis du boycott des puissances capitalistes, puis de l'invasion allemande des années 40. Il fait le compte impressionnant des pertes humaines dont ces agressions sont responsables. Mais il y ajoute « les millions de morts de la terreur stalinienne ». Vous avez bien lu : les millions de morts. Quand nous comptons aussi par millions pour dénombrer les victimes de « la terreur stalinienne », la foule des « sympathisants » refusait de nous croire. Voilà maintenant qu'un éminent professeur « communiste » confirme, vingt-cinq ans après, ce que criaient en vain les oppositions !

Il reconnaît que « l'essor des forces productives s'accompagna d'une planification bureaucratique et d'une discipline du travail fondée sur la peur de la répression tout autant que sur l'émulation des oudarniki et des stakhanovistes ». Mais tout est changé depuis vingt ans ! On y utilise « les mécanismes économiques d'une gestion moderne », notamment, dit notre auteur, « les stimulants matériels » ! C'est là où il montre beaucoup plus que le bout de son nez. Il ne faut pas confondre, dit-il, phénomène bureaucratique et classe bureaucratique. Pour nier la formation d'une nouvelle classe, il assure que les directions ne sont pas héréditaires. Il y a une grande mobilité sociale. « On ne trouve pas un ensemble de gens occupant la même place dans le procès de la production... » En est-il bien sûr ? Pas tellement puisqu'il admet qu'il y a « des fonctions génératrices d'avantages, voire des privilèges... » Voyons ! On nous déclare ici que, dans les pays capitalistes, l'inégalité économique se fait sentir dès l'enfance et la scolarité. Les chances ne sont pas égales, ne serait-ce qu'en raison des différences dans l'environnement et le confort. C'est vrai. Pourquoi cela ne le serait-il plus pour les enfants des dirigeants, bureaucrates et hauts fonctionnaires de l'Etat dit soviétique ? Croyez-vous vraiment que le fils ou la fille d'un général de l'URSS ou d'un « notable » quelconque, si ledit rejeton montre en dépit des privilèges paternels peu de dispositions pour les études, se retrouvera un jour le balai à la main ou devant une machine automatique ? Ne me dites pas que le cas existe. Il ne pourrait être qu'exceptionnel et les raisons qu'on en donnerait n'iraient sans doute pas à l'appui de votre thèse.

L'argument, le seul argument qui reste à Elleinstein, est celui qui est bien connu : il n'y

a plus en URSS d'appropriation privée des moyens de production. Mais qui en a la disposition exclusive, le monopole ? L'Etat et son appareil, lequel paye les salaires et distribue la plus-value globale. Si jamais la dénomination « capitalisme monopoliste d'Etat » peut s'appliquer à un régime, c'est bien à celui-ci. Non ! dit le professeur Elleinstein, c'est du socialisme, mais c'est encore loin, bien loin du communisme qui implique en effet le dépérissement de l'Etat (mais comment dépérira-t-il ?). Le professeur va même jusqu'à écrire : « sous cet angle, le socialisme est plus proche du capitalisme que du communisme » !

Alors, pourquoi repousse-t-il l'opinion, d'ailleurs assez récente, de Charles Bettelheim : « L'URSS est un Etat capitaliste de type particulier » ? Il préfère dire : « C'est un socialisme de type particulier ». Avouez que, dans la logique même de son raisonnement, l'un ou l'autre se dit ou se disent.

Nous lui ferons une dernière concession en nuancant encore sa formule : l'URSS est vraiment un état socialiste d'un type très particulier !

R. GUILLORE.

De la solidarité entre journalistes

Les syndicats de journalistes défendent avec vigueur les intérêts de leur profession et ils se dressent avec ensemble contre les menaces de licenciement de certains de leurs confrères.

On ne peut que leur crier : Bravo !

Mais quand ils font grève pour protester contre la perte de son emploi de M. Siégel au traitement de 11 millions d'anciens francs par mois, il me semble qu'ils pourraient réserver leur solidarité pour de plus nécessaires, surtout quand on pense que ce monsieur Siégel cumulait ce « salaire » avec les prébendes de président-directeur général de deux sociétés de fabrication et de distribution de disques. Je pense même que ce cumul était scandaleux.

Pour les autres journalistes menacés de se trouver sans emploi, surtout à ceux qui sont victimes de la disparition de l'O.R.T.F., il est tout de même heureux que l'accord signé entre le C.N.P.F. et les Confédérations ouvrières leur soit appliqué. Avec les indemnités de licenciement, ils pourront tenir le coup en attendant de trouver un nouvel emploi.

Mais là encore la solidarité des confrères pourrait s'exercer autrement que par des grèves de 24 heures ou des défilés avec des banderoles : « pas de licenciement », qui ne changent rien à la situation dans la profession.

J'ai parlé de cumul à propos de M. Siégel. Il y a aussi des cumulards dans la presse écrite, comme dans la presse parlée. Certains sont peut-être inévitables, par exemple les journalistes de province qui assurent une correspondance occasionnelle à des journaux parisiens ou à ceux d'autres régions.

Mais que dans Paris même des journalistes de la presse parlée puissent se produire sur plusieurs postes de radio ou de télévision, voilà un cumul qui ne devrait plus être toléré : tandis que des confrères sont en chômage.

Et puisqu'il s'agit toujours de travailleurs de la presse je signale à ceux qui l'ignorent qu'au syndicat des typos comme à celui des correcteurs, la chasse aux « doublages » est régulièrement pratiquée, pour permettre au plus grand nombre de vivre de leur métier.

Pourquoi n'en serait-il pas de même chez les journalistes ?

F. CH.

UNE OFFENSIVE QUI VISE LOIN

Les dernières élections législatives partielles ont apporté quelques changements : les gaullistes ont perdu deux sièges sur quatre, gagnés l'un par les socialistes, l'autre par les radicaux de gauche. Mais si les socialistes ont progressé, les communistes n'ont pas retrouvé tous les suffrages escomptés.

Rien que de très banal, les fluctuations des voix d'une consultation à l'autre sont monnaie courante et durant toute son histoire, le P.C. a connu de telles variations. On peut rappeler à ce propos que lorsqu'il s'est présenté pour la première fois à une élection législative, il y a 50 ans il avait emporté, rien que dans la banlieue de la Seine, neuf sièges sur dix-neuf, ce qui a donné naissance à la formule prometteuse de « la ceinture rouge de Paris ». Et depuis il n'a pas cessé de monter et de descendre. Même le succès de l'an dernier où il a vu doubler le nombre de ses députés ne l'a pas porté au plus fort de sa représentation parlementaire.

Pourquoi donc crie-t-il si fort maintenant et pourquoi s'en prend-il à son allié socialiste, qu'il a si fortement défendu au cours de l'élection présidentielle ? Est-ce la faute des socialistes si des électeurs, communistes s'orientent vers les trotskistes et si les autres, constatant que les deux partis défendent le même programme, font-il davantage confiance aux socialistes, traditionnellement réformistes, qu'au réformisme occasionnel des communistes ?

Le retournement du parti communiste contre son allié vise plus loin que la reconquête des quelques suffrages perdus. On pourrait même penser que son léger recul lui sert de prétexte pour obtenir davantage de ses alliés. D'abord un soutien plus actif des militants socialistes en faveur du candidat du P.C. quand celui-ci demeure seul en face du candidat adverse. Par exemple, ce résultat vient d'être atteint en Haute-Garonne, où les dirigeants socialistes ont été mis en demeure d'aller personnellement défendre le candidat du P.C. dans une élection cantonale. Ce qui fait qu'il y a maintenant trois conseillers généraux communistes dans ce département alors qu'il n'y en avait aucun il y a quelques années. Le premier à avoir bénéficié des suffrages socialistes fut le paysan milliardaire Doumeng, l'ancien mécène du Football Club Toulousain.

Ensuite, eh bien, il y a la perspective des élections municipales. Là, les communistes peuvent gagner gros en remplaçant les centristes et droitiers qui siègent avec les socialistes dans un grand nombre de villes importantes de province. Aussi lancent-ils déjà leur campagne pour inciter les maires socialistes à rompre leurs liens avec leurs collaborateurs actuels. Marseille et Lille sont citées en premier lieu parce qu'à leur tête se trouvent le président du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale et le premier secrétaire adjoint du parti, mais plusieurs centaines de municipalités se trouvent dans le même cas que Marseille et Lille.

Notez que la collaboration dans les mairies entre socialistes et élus bourgeois existe depuis fort longtemps, et les communistes ne l'ont pas mise en cause quand ils ont fait leur union avec les socialistes. Ils sont plus exigeants à présent, ce qui prouve qu'ils sont capables de réserver encore quelques surprises à leurs al-

liés ; en opérant toujours à l'unanimité, comme on vient de le voir à leur congrès extraordinaire, un nouveau virage en sortant des tas de griefs contre les socialistes et où pas un seul délégué ne s'est levé pour les défendre. Au contraire, tous les intervenants renforçant l'offensive déclenchée par le secrétaire général. Comme modèle de démocratie, on ne fait pas mieux dans les pays « démocratiques » de l'Est. Disons plutôt que nous sommes en présence d'un « parti toujours monolithique » tel que l'imposait Staline jadis.

Mais ce qui est plus grave, c'est que ce monolithisme ils veulent l'imposer au parti socialiste et l'amener à s'aligner sur leur politique étrangère, qui est celle de l'Etat russe.

D'abord ne pas critiquer l'U.R.S.S. et ne pas trop rappeler l'invasion de la Tchécoslovaquie, ni s'étendre sur les persécutions dont sont victimes des intellectuels, ni s'apitoyer sur le sort des Juifs privés d'emploi pour avoir demandé à émigrer en Israël.

Ensuite réserver toute son hostilité aux Etats-Unis d'Amérique et aux Etats européens, qui ne voient pas de meilleure protection pour l'Europe que dans l'Alliance Atlantique. En ce domaine ils vont jusqu'à tenter de séparer les socialistes français de leurs camarades étrangers en dénonçant comme un bourgeois libéral le secrétaire du parti social démocrate allemand (comme s'il n'y avait pas de bourgeois dans le P.C. français !).

Ensuite s'interdire tout contact avec des non socialistes, le P.C. se réservant le monopole des avances aux gaullistes et aux chrétiens et allant même jusqu'à vouloir transformer l'union de la gauche en union de la nation française, sautant ainsi de la conception de Lénine à celle de Charles Maurras : « la France seule » !

Je crois pour ma part qu'il est prématuré de conclure sur les résultats de leur alliance. La partie n'est pas terminée entre Mitterrand et Marchais. Ils sont arrivés ensemble à deux doigts de la réussite. L'un à devenir président de la République, l'autre à pénétrer dans le gouvernement français. Ce serait folie de leur part de briser leur unité, sachant que sans elle ils perdraient tout le terrain conquis et même au delà par la déception qu'ils provoqueraient chez ceux à qui ils ont promis monts et merveilles pour les lendemains de leur victoire.

Je dis donc que l'aventure ne fait que commencer. Je ne conteste nullement à M. Mitterrand une grande habileté politique. Il vient d'en faire encore une démonstration en s'alignant sur M. Marchais pour refuser de se rendre à l'Élysée s'il y était invité, tout en se justifiant à l'avance pour le jour où il serait heureux de s'y rendre s'il y était appelé. En un autre domaine, il démontre son savoir-faire. Par exemple en semblant se rallier à l'autogestion, si chère à Edmond Maire, alors qu'il s'est écrié un jour : « J'ai horreur de l'ouvriérisme ». Accepter l'autogestion et refuser aux ouvriers de mener leur affaire, voilà un « socialisme » que ne connaissaient pas les anciens.

Mais il a en face de lui une armée de stratèges politiques internationaux capables de l'accuser un jour d'avoir volé les tours de Notre-Dame et de trouver mille bouches pour le répéter et d'honnêtes écrivains pour s'en porter garants.

F. CHARBIT.

Notes d'Economie et de Politique

CRISES DE « SURPRODUCTION » ET FLUCTUATIONS MONÉTAIRES (1)

Le mot « crise » est un terme commode que l'on peut mettre à toutes les sauces ; il facilite la conversation, mais il obscurcit la nature des problèmes.

C'est ainsi, notamment, que l'on emploie ce mot indifféremment pour désigner les « crises de surproduction » du siècle dernier, et nos crises monétaires d'aujourd'hui. Or, il s'agit là de deux sortes de phénomènes qui sont fondamentalement différents ; il est donc peut-être utile d'indiquer en quoi ils diffèrent, cela permettra de les mieux comprendre et, par suite, de se mieux comporter à l'égard des événements d'aujourd'hui.

Les « crises » du XIX^e siècle, plus précisément celles qui se sont produites de 1815 à 1929, étaient des *crises de surproduction*, c'est-à-dire des crises qui se manifestaient par la mévente des marchandises, par contre, la crise actuelle a son origine dans les variations de valeur de la monnaie, c'est une « crise monétaire » ; lors des premières il y avait trop de marchandises, on ne trouvait plus à les vendre ; dans les secondes, il y a trop de monnaie, on est donc obligé d'en donner davantage pour obtenir la même quantité de marchandises.

En ce qui concerne les crises de surproduction elles sont dues, ainsi que j'ai essayé de le montrer au cours de la crise de 29 dans des articles de « la R.P. » et dans la seconde édition de mon « Economie capitaliste », à ceci : les « capitalistes », c'est-à-dire les propriétaires des moyens de production, font normalement, chaque année, un profit, c'est-à-dire qu'ils ont vendu les productions de leur usines plus cher que ce qu'elles leur ont coûté, cela du fait qu'ils n'ont donné comme salaires que ce qui était nécessaire à leurs ouvriers pour vivre, et non l'équivalent du travail que ceux-ci ont fourni.

De ce bénéfice, de ce « profit », ils emploient une part pour payer leurs dépenses personnelles ; quant au reste, ils le « réinvestissent », c'est-à-dire qu'ils s'en servent pour accroître les dimensions de leurs entreprises ou en créer de nouvelles qui leur procureront de nouveaux bénéfices s'ajoutant à ceux qu'ils faisaient déjà, et ainsi de suite. C'est le phénomène de l'« accumulation du capital », et c'est grâce à lui, soyons justes !, que l'industrie européenne a pris le foudroyant développement qu'elle a connu au cours des deux derniers siècles.

Cependant, cet accroissement des moyens de production et de la production elle-même a une autre limite que celle de la quantité d'argent dont disposent les capitalistes, car ces nouveaux moyens de production, il faut les

faire marcher, et, pour les faire marcher, il faut de nouveaux ouvriers. Or trouver de nouveaux ouvriers est chose facile s'il y a, à ce moment, des ouvriers inoccupés, des « chômeurs », mais s'il n'y en a pas, c'est la catastrophe ; plus moyen de réemployer les profits de l'année précédente, plus moyen donc d'accroître les bénéfices ; et c'est, en conséquence, la crise, la crise dite de « surproduction ».

Car, qu'est-ce que fait alors le capitalisme ? Celui-ci tient absolument à « réemployer » son argent, car pourquoi l'argent est-il fait, je vous le demande, si ce n'est pour rapporter de l'argent ? Eh bien ! il cherche des trucs pour faire « rapporter » son argent autrement que par la production ; le plus usité et le plus commode réside dans la « spéculation ».

La présence de tout cet argent inutilisable faute de main-d'œuvre a fait monter sensiblement les prix de toutes choses en vertu de la loi bien connue de l'offre et de la demande. Eh bien ! si les circonstances actuelles ont fait monter les prix, pourquoi ne continueraient-elles pas à les faire encore monter ? Achetons donc ! et nous revendrons plus tard lorsque les prix auront à nouveau monté. Achetons, et achetons n'importe quoi, à condition bien entendu qu'il s'agisse de choses qui ne s'abiment pas, des matières durables, des métaux par exemple ! Sous cette demande grandissante les prix de tous les biens durables alors s'emballent ; ils montent, ils montent jusqu'au jour où l'on s'aperçoit qu'ils ont atteint des niveaux qui sont tout à fait hors de proportion avec la quantité de travail que demande la production desdits biens ; alors, ce jour-là, on prend peur et, au lieu d'acheter l'on se met à vendre. De même qu'hier tout le monde était acheteur, aujourd'hui tout le monde est vendeur. C'est le « vendredi noir » !

Et c'est la « crise », la vraie crise, la « crise de surproduction », comme on l'appelle, parce que l'on s' imagine que c'est parce que l'on a trop produit que l'on ne trouve plus d'acheteurs (2).

Tel est donc le scénario à peu près immuable selon lequel se sont déroulées les crises qui se sont produites tous les dix ans environ au cours du XIX^e siècle et des débuts du vingtième.

Mais la « crise » d'aujourd'hui est tout autre chose. D'ailleurs, peut-on vraiment l'appeler « crise ». Une crise est quelque chose de violent, mais de passager. Or la hausse des prix dans notre monde capitaliste n'a pas cessé de sévir depuis 1914 ! soit depuis soixante ans exactement, avec tout juste un très bref intervalle en France, sous Laval, en 1935.

D'autre part, si la hausse récente des prix du pétrole brut, qui s'est naturellement repercutée en France y a amené un accroissement momentané de la hausse des produits

(1) Je me permets de revenir encore sur cette question étant donné son importance, et en l'envisageant cette fois sous une forme plus précise et plus générale ; cela m'amènera sans doute à quelques redites ; on voudra bien, j'espère, m'en excuser.

(2) Cette vue un peu simpliste a été partagée même par des socialistes et non des moindres, tel Wells dans sa brochure « Cette misère des souliers », qui eut à l'époque un grand succès.

pétroliers, cet accroissement a été relativement faible et la hausse a maintenant à peu près son rythme de croisière, celui qu'elle avait auparavant.

Mais s'il n'y a pas eu jusqu'à présent de crise proprement dite, il s'est produit, au cours de ces dernières années, un fait important d'ordre monétaire, et qui a considérablement accru le pouvoir de l'Etat sur la marche de l'économie.

La monnaie, la monnaie d'Etat, fut créée en Asie Mineure, au cours des premiers siècles du premier millénaire avant notre ère. Un roi de Lydie imagina, en effet, un beau jour, de faire frapper des pièces de métal à son nom, d'en garantir le poids et le titre et de les lancer dans la circulation, avec interdiction aux particuliers d'en faire autant.

Ce fut un immense succès puisque aujourd'hui, près de trois mille ans plus tard, la monnaie existe encore, qu'elle a gagné le monde entier et qu'elle continue à posséder les mêmes caractéristiques : monnaie d'Etat, frappée par l'Etat et garantie par lui.

Or l'Etat, bien entendu, s'est servi aussitôt, et à fond, de cet instrument qui lui tombait entre les mains, pour agir sur l'économie et sur les rapports sociaux chaque fois qu'il le croyait utile : frappe de nouvelles monnaies, démonétisation des anciennes, institution d'« unités de compte » distinctes des unités monétaires proprement dites, impression de billets de banque, etc., etc.

Cependant, l'Etat n'avait pas tenté jusqu'ici d'utiliser son autorité sur la monnaie pour intervenir d'une façon continue dans la marche de l'économie, régler cette marche presque jour par jour, de la manière dont il l'entendait, l'accélération ou la ralentissant. Eh bien ! aujourd'hui c'est chose faite : l'Etat possède maintenant, grâce à la monnaie, le pouvoir d'accélérer la production ou de la ralentir à tout moment. Mais cela, et c'est là l'ironie de la chose, grâce à la mise en circulation d'une monnaie qui n'est plus une monnaie d'Etat !

Et voici comment :

Jusqu'à une date récente la Banque de France ne pouvait créer des billets de banque que pour les besoins de l'Etat ou pour l'escompte des effets de commerce (3) ; dans ce dernier cas, étant donné que chaque effet de commerce escompté devait correspondre à la mise en vente d'une marchandise de valeur correspondante, et que lorsque cette marchandise était vendue, soit, en moyenne au bout de 3 mois, les billets remis par la Banque au commerçant lors de l'escompte devaient être rendus à la Banque, il ne pouvait y avoir d'« inflation » ; la quantité de billets de banque circulant se trouvait toujours, au plus, égale à la quantité de marchandises mises en vente.

Or, aujourd'hui il n'en est plus de même. L'escompte continue à exister, mais il y a, en outre, ce que l'on appelle les « crédits » et le « marché monétaire », grâce auxquels on crée des moyens de paiement sans que soit mise en vente une quantité correspondante de marchandises.

(3) Je laisse de côté quelques autres opérations que faisait la Banque de France et qui nécessitaient aussi l'émission de billets, mais ces émissions étaient peu importantes sauf en temps de guerre, bien entendu.

Voici, en effet, ce que sont les « crédits » : un industriel a besoin, par exemple, de faire construire une nouvelle usine, mais il n'a pas d'argent pour le faire, alors il s'adresse à sa banque et lui demande de lui avancer l'argent nécessaire pour payer ladite construction. Alors celle-ci accède à la demande qui lui est faite non pas en remettant à son emprunteur des billets de la Banque de France, mais de la façon suivante : l'emprunteur remet à sa banque un billet par lequel il s'engage à rembourser la somme convenue à une date convenue et la banque « avalise » ce billet, c'est-à-dire qu'elle s'engage à payer elle-même ladite somme à la date indiquée, à qui lui présentera le billet, si l'emprunteur ne l'a pas fait. Comme ladite banque est une grande banque, de bonne réputation et qui a les reins solides, n'importe quel fournisseur de notre industrie acceptera lesdits billets de paiement, si bien que se trouvent ainsi mis en circulation de nouveaux moyens de paiement, des billets de banque *privés* si l'on peut dire, puisque non émis par la Banque de France, et qui ne correspondent pas à la mise en vente d'une marchandise. Il y a donc « inflation », c'est-à-dire un accroissement des moyens de paiement plus rapide que celui des marchandises, et donc hausse des prix de celles-ci.

En second lieu, pour faciliter encore les choses, on a créé un « marché monétaire », c'est-à-dire un lieu où celui qui possède un billet du genre que nous venons de dire et qui a besoin d'argent tout de suite, avant la date d'échéance dudit billet, peut trouver quelqu'un qui, lui, au contraire, a de l'argent disponible et qui, en conséquence, achètera volontiers ledit billet (moyennant bien entendu un petit « escompte »).

Telle est donc la cause de la hausse des prix.

Alors, que faire pour supprimer ou, tout au moins, limiter cette hausse ?

Eh bien ! l'Etat français a imaginé un moyen qui n'est pas bête et qui est d'un maniement assez facile ; le voici :

L'Etat oblige les banques à déposer une part importante de leurs encaisses dans les caisses de la Banque de France où elles doivent demeurer sans être utilisées d'aucune manière. Dès lors, étant donné que les banques sont obligées d'avoir toujours dans leurs caisses de quoi verser à leurs clients l'argent qu'ils sont en droit de demander, il leur faut diminuer les « crédits » qu'elles consentent. D'où diminution de la quantité de monnaie en circulation, d'où accroissement de sa valeur : il faut en donner moins pour se procurer une même marchandise : les prix baissent.

Oui ! mais du même coup la production diminue ou, tout au moins, cesse de croître, car ne trouvant plus à emprunter pour payer les commandes qu'ils auraient besoin de passer afin d'agrandir leurs affaires, les industriels suppriment ou, tout au moins, ralentissent les augmentations de production auxquelles ils auraient procédé s'ils avaient obtenu des crédits. Et c'est alors la « crise », une crise véritable, cette fois, une crise économique avec des fermetures totales ou partielles d'usines, le chômage, et tout et tout !

L'Etat se trouve ainsi constamment entre deux feux : la montée des prix ou bien le chômage !

Or, il me semble que le gouvernement, et particulièrement Giscard se rendent pour une fois, parfaitement compte de la situation; ils comprennent qu'il leur faut naviguer constamment entre Charybde et Scylla, deux écueils aussi dangereux l'un que l'autre, on ne peut éviter Charybde, le gouffre où risque de sombrer la monnaie, qu'en courant le risque de se heurter à Scylla, le rocher sur lequel se briserait le ressort de la production.

Et c'est pourquoi l'augmentation considérable des crédits qui avait eu lieu au cours de l'an dernier a été sensiblement réduite cette année: en effet, les crédits bancaires aux entreprises et aux particuliers qui avaient progressé de 21 %, de fin juin 73 à fin juin 74, ne se sont accrus que de 7,5 % durant le premier trimestre de cette année, mais la conséquence en a été le ralentissement de l'activité économique que l'on a commencé à constater ces derniers temps; en revanche, l'indice des prix dont la hausse avait atteint 1,3 % en juillet n'était plus que de 0,8 % en août.

Conclusion :

Il me semble vain, dans ces conditions, de s'imaginer que par une bonne gestion financière ou par des moyens financiers ou économiques nouveaux, on sortira du dilemme. Gouvernements de droite ou de gauche y demeureront pareillement enfermés et ne pourront avoir qu'une politique à la petite semaine, telle que celle de l'actuel gouvernement, tantôt restreignant la prolifération de la monnaie et tantôt lui lâchant la bride.

Mais, pour réussir une telle politique, il faut beaucoup de doigté, car que l'on appuie tant soit peu trop d'un côté ou de l'autre, et c'est alors la « crise », une vraie crise, cette fois, une crise qui risque fort de se terminer par un naufrage!

Un naufrage qui ne serait autre que celui du régime. Hitler ne parvint au pouvoir en Allemagne que du fait de l'existence alors en Allemagne d'une armée de chômeurs, conséquence d'une stabilisation brutale de la monnaie (création du « rentenmark »), suite elle-même d'une inflation sans précédent qui avait amené le mark à zéro.

VIVE LE 9 NOVEMBRE !

Giscard a très bien fait d'inviter les ambassadeurs allemands à la cérémonie du 11 novembre, et cela pour cette raison majeure à savoir que c'est l'Allemagne, le peuple allemand, et non l'armée française, qui a imposé la paix en 1918.

Car, sans le 9 novembre, il n'y aurait pas eu de 11 novembre!

Le 9 novembre 18, journée mémorable entre toutes puisque c'est en ce jour que les soldats allemands se sont révoltés: désertant leurs postes ou abandonnant leurs casernes, les troupiers de l'armée la plus disciplinée du monde se répandirent dans les villes et les campagnes, en arrachant les galons de tous les officiers qu'ils rencontraient (4). Révolte si déterminée et si unanime que, le jour même, empereur d'Allemagne, roi de Saxe, grand-duc de Ba-

(4) Si l'on peut trouver le livre de l'Allemand Kellerman intitulé *Le 9 novembre*, je me permets d'en recommander chaudement la lecture; c'est une excellente et vivante description de cette journée historique.

vière, etc., n'eurent d'autres ressources que d'abdiquer en hâte et de s'enfuir, cependant que quelques politiciens, les moins compromis dans le jusqu'aboutisme, s'installaient au pouvoir et se hâtaient de demander un armistice que l'armée française s'empressait de leur accorder.

L'armistice du 11 novembre ne fut donc, en aucune manière, comme l'on voudrait bien le faire croire, le fruit d'une victoire de l'armée française; ce fut le fruit d'une victoire de l'armée allemande, victoire remportée par les soldats allemands sur leurs chefs, le troupier allemand réussissant en 1918 ce qu'avait tenté dix-huit mois plus tôt, en avril 17, le troupier français, mais là où le Français avait échoué l'Allemand réussissait.

Donc, gloire à l'armée allemande et gloire au poilu allemand! Par leur victoire du 9 novembre, ils se sont épargné et nous ont, du même coup, épargné les longs mois, voire même peut-être les longues années de guerre qu'il aurait encore fallu faire pour enlever la « ligne Hindenburg », sur le Rhin.

DEUX PHILOSOPHIES

Celle d'un révolutionnaire :

De Chiao Kuan-Hua, ministre chinois des Affaires étrangères, au cours d'un toast porté en l'honneur de Kissinger, le ministre américain :

L'actuelle situation internationale est caractérisée par de grands désordres. Le monde entier est le théâtre de troubles importants qui reflètent l'aggravation de certaines contradictions qui sont indépendantes de la volonté humaine. Ce n'est jamais qu'à travers les tempêtes que l'histoire de l'humanité a progressé; aussi, loin d'être une mauvaise chose, les tempêtes, à notre avis, en sont une bonne.

Celle d'un bourgeois :

Ce à quoi Kissinger s'est contenté de répondre :

La normalisation n'est pas pour nous un expédient temporaire mais le principe durable de la politique étrangère américaine.

SIMPLE CONSTATATION : LE TERRORISME PAIE

Ce qui suit n'est pas une apologie, mais simplement une constatation.

Ainsi donc, c'est chose faite: la veille du jour où j'écris ces lignes, Arafat a été reçu aux Nations Unies avec tous les honneurs réservés aux chefs de délégation et il y a fait un long discours dans lequel il n'a rien abandonné des revendications palestiniennes tout en laissant voir ostensiblement le revolver qu'il portait à son côté, et il a été finalement acclamé par la majorité des délégués.

Or, qu'est Arafat si ce n'est le chef des Palestiniens, de tous les Palestiniens, y compris ceux qui pratiquent le terrorisme (5)?

C'est donc, en dernière analyse, le terrorisme qui a été reconnu et acclamé en cette journée mémorable du 13 novembre 74 comme une arme politique aussi légitime que celles utilisées par les Etats eux-mêmes, comme l'espionnage.

(5) Je rappelle que les Sionistes prétendent qu'aucun acte de terrorisme n'est commis par les Palestiniens sans l'autorisation d'Arafat.

C'en est donc fini définitivement, du moins je l'espère, de cette sempiternelle rengaine que les terroristes ne sont que des bandits et que leurs « crimes », loin d'aider leur cause, ne font que lui nuire.

Car, si il y a quelque chose de bien certain, c'est que, si les Palestiniens ne s'étaient pas résolus à utiliser la terreur, s'ils s'étaient contentés de mendier l'aide de telle ou telle Puissance, ou de réclamer l'application de telle ou telle résolution de l'O.N.U. il y a longtemps qu'il ne serait plus question des Palestiniens.

Rappelez-vous, en effet, l'état lamentable dans lequel s'était trouvé leur mouvement après qu'ils eurent été massacrés par le traître Hussein, sur la demande de Nixon ! Leur simple survie apparaissait alors comme à peu près impossible.

Et cela dura... jusqu'à Munich, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'une certaine partie de ces « humiliés et offensés » se résolvent à employer la terreur. Une terreur qui secoua le monde jusqu'aux tripes. Et qui, par suite, mit fin du jour au lendemain à la souveraine indifférence avec laquelle ils avaient été jusque là accueillis : du jour au lendemain cette indifférence se changea en respect. Car l'homme qui risque sa vie pour une cause mérite toujours le respect, quelle que soit cette cause. On eut beau les traiter de criminels et de bandits, on les respecta ; les respectant on les écouta ; les écoutant on trouva qu'ils avaient peut-être pas tous les torts, qu'ils avaient même peut-être, au moins en partie, raison et finalement on accepta de les traiter en égaux aux Nations Unies.

Bien sûr ! ils sont loin d'avoir encore gagné la partie : les Grandes Puissances ne reconnaissent pas encore le droit des Palestiniens à la Palestine ? Mais ils ne seront plus, ils ne le sont déjà plus, de pauvres « réfugiés » qui mendient leurs droits, mais des citoyens qui les exigent. Et c'est là une énorme différence !

Mais attention ! Ce serait une grave erreur d'en déduire que le terrorisme suffit à tout.

En fait, les terroristes n'ont jamais accompli la moindre révolution, pas plus par les exploits des « mangeurs de haschich » au temps des Croisades que par ceux des révolutionnaires contemporains.

De cela la Russie offre un exemple remarquable. Le terrorisme des « socialistes révolutionnaires » dans la période qui est à cheval sur les dix-neuvième et vingtième siècles s'est poursuivie pendant 50 ans et il peut se glorifier d'attentats particulièrement réussis dont celui qui coûta la vie à un czar, celui qui coûta la vie à un grand-duc et celui qui la coûta à un ministre de l'Intérieur.

Mais... ce ne sont tout de même pas les « socialistes révolutionnaires » qui ont fait la révolution russe ; ce sont les bolcheviks, ennemis jurés du terrorisme, mais qui, eux, s'appuyaient sur une organisation de masse : les soviets.

De même, plus près de nous, ce n'est point la « bataille d'Alger », « bataille » relevant plus du terrorisme que de la guerre, qui a assuré la victoire des Algériens, ce sont les « maquis », mouvement beaucoup plus proche d'un mouvement de masse que celui d'Alger.

Car, pour faire une révolution il faut pouvoir s'appuyer sur une masse dont on traduit les aspirations ; or, le terrorisme ne sera jamais l'aspiration d'une masse.

Les Palestiniens feront donc bien de songer désormais à cela : ils sont à même maintenant de devenir un mouvement de masse ; alors, n'est-il pas temps pour eux d'abandonner, ou de réduire le terrorisme ?

R. LOUZON.

Après la grève de Néogravure

Il a fallu attendre le mardi 3 décembre, un jour mi-enseoleillé mi-pluvieux, pour connaître les résultats point trop malheureux de la négociation au forceps qui avait lieu entre la Fédération française des travailleurs du Livre (80 000 syndiqués sur 140 000 travailleurs des industries graphiques françaises) et d'autre part les représentants du Gouvernement et du patronat.

Le constat de discussion (terme employé) contient un certain nombre de dispositions préservant pour l'instant (une année au plus) l'emploi de 150 travailleurs dans l'imprimerie d'Issy-les-Moulineaux et 350 dans celle du quai Voltaire où sont employés de nombreux administratifs, travaillant dans la région parisienne entre Corbeil, Saint-Ouen par exemple et les filiales de province : Oberthur à Rennes, Néa à Lille, Braun à Mulhouse. En tout 6 000 personnes occupées au moins 40 heures, au plus 48 heures chaque semaine. Les rotatives, à elles seules, font du fracas 23 heures sur 24 - six jours sur sept.

Un ordre d'idée des publications les plus variées : « Télé 7 Jours » — « Paris-Match » — « Elle » — « Marie-Claire » — « Maison de Marie-Claire » — « Chasseur Français » — « Modes et Travaux »... En Belgique, hélas ! pendant les trois semaines de grève — « Indicateur Bertrand » — « Location », les genres pornos comme « Lui » — « Play Boy » — « Actua » — « Pariscope » en comptant les films cochons qui pour notre « culture » envahissent nos écrans (pour nos enfants précoces sans aucun doute), le prude « Parents » — « L'Officiel des spectacles » — « Historama » — « Cosmopolitan » — etc.

Bref, le groupe Néogravure représente 50 % de la production des magazines français imprimés dans notre hexagone. Une toute petite question : le reste où passe-t-il ? sinon en Belgique, Hollande, RFA, Italie, Suisse même d'un côté, RDA, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, etc.

Engueuler le Gouvernement de Giscard, de Chirac et du comte d'Ornano est bien, mais insuffisant !

Quand l'enjeu de la bataille est notre PAIN, nos libertés individuelles et collectives, on met une sourdine aux slogans éculés, on réfléchit en profondeur, et l'on se bat en y laissant des plumes (930 licenciements maintenus en dépit de la reprise à bulletin secret à 90 %). Un renflouement — aisé ou pénible — comporte toujours des sacrifices matériels et moraux.

Qui disait que les ouvriers n'étaient pas mûrs pour l'AUTOGESTION ? En tout cas, ils sont mûrs pour la prise de conscience des problèmes économiques et sociaux sans trop de politiciannerie et c'est, avant « l'an neuf », un gage d'espérance dans l'avenir du véritable syndicalisme.

La souscription des syndiqués de la seule FFTL (CGT) a produit les sommes suivantes : 440 000 F actuels dont plus de la moitié pour la seule région parisienne. On a prétendu qu'aucune caisse de grève ou de résistance n'aurait produit en France 44 « briques ». C'est possible, voire certain, mais pourquoi — diantre ! — refuser d'augmenter le taux des cotisations qui avoisine chez les typos quatre tickets de tiercé simple par mois ?

A.I.T

-A-b-â-t-o-n-s-r-o-m-p-u-s-

Le grand événement de ce mois, c'est la grève des postiers. Mais n'ayant sur ce sujet rien de plus à dire que ce que nous pensons tous, je laisse à ceux qui ont des informations détaillées à ce sujet le soin d'en parler.

MONTEE DU PARTI SOCIALISTE. — L'avons-nous assez entendu dire, que Mitterrand faisait un marché de dupes, que Marchais le mettrait bientôt dans sa poche ! Or, non seulement Mitterrand a reconstitué de façon spectaculaire un Parti Socialiste, mais les récentes élections partielles montrent que c'est le P.S. qui gagne des voix, et que le P.C. en perd. Et il n'y a pas lieu d'en être étonné : car en France beaucoup de travailleurs, beaucoup de petits bourgeois et d'intellectuels désirent un changement de régime social, mais craignent un parti trop lié à celui des pays de l'Est, sur lequel on commence à être suffisamment renseigné. Lorsque Guy Mollet faisait la politique de la bourgeoisie, lorsque, cédant devant les tomates des pieds-noirs, il se montrait incapable de venir à bout de la question algérienne, lorsqu'il attaquait bêtement l'Egypte pour soutenir la cause des capitalistes de la Compagnie du Canal de Suez, tout ceci pour finir par se ranger parmi ceux qui devaient faire appel à de Gaulle, comment son parti aurait-il pu attirer qui que ce soit ? Au contraire, Mitterrand apparaît comme assez hardi pour assurer la relève de la droite au pouvoir depuis 1958 par la faute de son prédécesseur. Jusqu'à présent, les craintes de ceux qui, jusque dans nos rangs, pensaient que Mitterrand serait le fourrier de Marchais se trouvent donc injustifiées. Il suffit de constater l'inquiétude manifestée par le P.C. pour s'en convaincre.

LE P.S.U. A-T-IL UN AVENIR ? Dans la conjoncture actuelle, il était inévitable qu'au moins une fraction du P.S.U. subisse l'attraction de ce P.S. en pleine montée. Le temps n'est plus où le P.S.U. semblait prendre la relève d'une S.F.I.O. dégénérée, et où les partis socialistes de différents pays songeaient à l'accueillir comme section française de la 2^e Internationale. Après les événements de 1968, le P.S.U. aurait pu jouer un autre rôle, celui de centre de rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire. Il a essayé de le faire, mais ne pouvant regrouper tous les mouvements gauchistes, il n'a pas su choisir, ni se défendre efficacement contre le noyautage de certains groupuscules. Alors, affaibli par ces dissensions intérieures, il est aujourd'hui, lui aussi, partiellement attiré par le P.S. Certes, une majorité de ses militants a refusé de suivre Rocard et Chapuis, tout au moins provisoirement. Mais si l'aile droite s'en va, que restera-t-il du P.S.U. ? Il pourra se maintenir comme une des petites sectes d'extrême-gauche. Il semble probable que parmi ceux qui résistent aujourd'hui à l'attraction du P.S., et qui n'ont pas été admis à participer aux « Assises du Socialisme » où ils désiraient se rendre, non pas pour adhérer, mais pour discuter, nombreux seront ceux qui demain céderont et suivront le mouvement. Certains membres du P.S.U. sincèrement révolutionnaires, comme Claude Bourdet, le souhaitent d'ailleurs, espérant que l'entrée en masse de militants P.S.U. apportera au P.S. un sang nouveau, capable de lutter

contre le réformisme, l'américanisme et le sionisme qui demeurent, malgré l'alliance avec le P.C., les bases de l'idéologie actuelle de la majorité des socialistes. Je ne partage pas leurs espoirs. Le P.S. est essentiellement petit-bourgeois. D'après les chiffres donnés récemment par « Le Monde », il ne compte que 3 % d'ouvriers et 7 % d'employés. On peut espérer de lui, s'il arrivait au pouvoir, certaines réformes, mais il ne saurait briser les résistances de la bourgeoisie et construire une société socialiste. Alors, on est bien obligé de constater que la formation d'un grand parti révolutionnaire (que pour ma part je continue de souhaiter ardemment, car je n'ai jamais considéré l'action syndicale comme suffisante), n'est pas encore pour aujourd'hui.

MORALE SEXUELLE ET REVOLUTION. — La révolution russe avait donné lieu à une explosion de liberté sexuelle. A vrai dire, les dirigeants bolcheviks, Lénine et Trotsky en particulier, se préoccupaient peu de la question, mais ils laissaient faire. Et en Occident, la presse bourgeoise ne manquait pas de s'indigner de ce qu'elle considérait alors comme scandaleux : l'avortement libre, le divorce sur simple demande de l'un des conjoints, les rapports sexuels hors mariage, les filles-mères volontaires. Les communistes occidentaux, eux, approuvaient. Je me souviens de ce que Paul Vailant Couturier écrivait à ce sujet dans ses reportages sur l'U.R.S.S.

Les temps ont bien changé. Aujourd'hui, dans les pays de l'Est, la tendance est au puritanisme. Il semble que les relations sexuelles en dehors du mariage soient considérées comme nuisibles à la « construction socialiste », qui seule mériterait d'occuper les jeunes. Cette tendance, je l'ai constatée notamment en Yougoslavie (en 1950 ; il faudrait voir où en est la question aujourd'hui, car ce pays a beaucoup changé, et je n'y ai plus fait que de brefs passages depuis), à Cuba, en Albanie.

Mais c'est de Chine que nous viennent les nouvelles les plus surprenantes. Dans ce pays, ceci d'après divers témoignages journalistiques, on ne considère comme normal le mariage que vers 25 ans pour les hommes, 20 ans pour les femmes. Et en dehors du mariage, pas question de relations sexuelles. A tel point que les médicaments anticonceptionnels ne sont délivrés qu'aux personnes mariées.

Certes, la Chine avait à lutter contre bien des habitudes ancestrales réactionnaires : la polygamie de fait, l'entretien par les hommes riches de concubines à côté de la femme légitime, la prostitution et la vente de fillettes, étaient choses courantes sous l'ancien régime. Fallait-il pour cela faire table rase de la sexualité hors mariage, et pousser les jeunes à l'abstinence jusqu'à 20 ou 25 ans ?

Il faudrait voir de plus près ce qui se passe réellement, et si vraiment la jeunesse, toute la jeunesse, suit à la lettre les conseils de Mao. Il paraît d'ailleurs qu'à la campagne, on se marie plus jeune qu'à la ville. Mais les visiteurs de la Chine actuelle ne sont en contact qu'avec des personnages officiels. Rencontrer des Chinois non triés semble être plus difficile que dans les autres pays « socialistes ». Peut-être les journalistes n'ont-ils pas entendu tous les sons de cloche.

Quoiqu'il en soit, il est dangereux de réfréner les instincts - sublimation. C'est peut-être possible actuellement, dans une période encore euphorique de la révolution. Mais à la longue, on se demande ce que cela donnera. Une période de dévouement pourrait bien succéder à l'austérité actuelle.

LA GREVE DE LA FAIM DES HARKIS. — A Paris, dans une crypte de l'église de la Madeleine, des musulmans d'origine algérienne, mais qui ont opté pour la nationalité française ont fait la grève de la faim pendant un mois, et la vie de plusieurs d'entre eux est encore en danger. On sera peut-être étonné de me voir prendre leur défense. Ils ont en effet suivi une voie regrettable en rompant avec leur peuple en lutte, en acceptant même de combattre par les armes, et j'ignore ce qu'ont pu être leurs méfaits pendant la guerre d'Algérie. Mais de toute façon, ce sont les autorités françaises, civiles ou militaires, qui les ont poussés dans cette voie. Elles doivent donc, ces autorités, faire le nécessaire pour qu'ils soient intégrés sans restriction dans leur nouveau milieu. Je souhaite donc que l'on examine leur situation et que l'on fasse aboutir leurs revendications. Ce qui ne doit pas nous faire oublier le sort des autres travailleurs nord-africains, trop souvent victimes de discriminations racistes.

RACE ET ETHNIE. — J'ai déjà eu à plusieurs reprises l'occasion, à propos des Juifs et des Arabes, ou des Grecs et des Turcs, d'aborder la question des races. Mais on lit si souvent des affirmations erronées à ce sujet que je crois utile d'y revenir. J'ai suffisamment étudié l'ethnologie pour pouvoir exprimer un avis sur ces problèmes.

Il y a dans le monde trois grandes races humaines, la blanche, la jaune et la noire. Certains groupes difficiles à classer, les Pygmées, les Bochimans, les Védas de l'Inde, peuvent être considérés comme formant une quatrième race, que l'on appelle race primitive. Tous les autres hommes entrent dans l'une des trois grandes divisions raciales de l'humanité, on sont issues du brassage de deux d'entre elles. Ainsi, les Indiens d'Amérique (Amérindiens) sont des jaunes venus d'Asie à une époque préhistorique lointaine par le détroit de Behring ; au Sud du nouveau Continent, ils se sont mêlés à des éléments noirs venus d'Océanie. En Afrique, les Abyssins, Gallas, Danakils et Somalis à l'Est, les Peuhls, Songhays et Toucouleurs, ainsi que les Haratin des oasis sahariennes à l'ouest, sont issus d'un mélange de noirs et de blancs. En Asie, les Japonais proviennent du métissage entre des blancs, les Aïno, et des jaunes les Malais : en eux, l'élément jaune a dominé. Au contraire, en Europe, les envahisseurs jaunes, les Huns, les Avars, les Bulgares, les Turcs, se sont entièrement dissous au contact des peuples blancs, et c'est seulement en Russie qu'apparaissent les traits de la race jaune, chez les Tatars et les Kalmouks. En Océanie, les Polynésiens sont des blancs venus de l'Inde, mais ils n'ont pas tardé à subir un métissage avec des éléments noirs et jaunes.

Or, s'il est difficile d'établir des frontières raciales strictes même entre blancs, jaunes et noirs, il l'est encore bien davantage de distinguer différentes races, ou sous-races, à l'intérieur même de chaque grand groupe. Parmi les Blancs d'Europe, on distingue les Nordiques, les Alpains, les Méditerranéens, mais les mélanges sont souvent inextricables. Les Russes sont des métis de Nordiques et d'Alpins ; les Balkaniques, des métis d'Alpins et de Méditerranéens. En France, les trois sous-races blanches se sont considérablement mêlées.

Après cela, comment peut-on parler de « race » sémitique, aryenne, hamitique ? ou même de « race » latine, germanique, slave ? On ne fait alors que confondre race et groupe linguistique. Ainsi, que sont les sémites ? Des gens qui parlent une langue sémitique. On a voulu leur attribuer le visage au nez fortement convexe que l'on trouve sur les

statues assyriennes (voir au musée du Louvre celle du héros mésopotamien Gilgamesh, ou celles des taureaux ailés à tête humaine du palais de Sargon). Mais les Sumériens, premiers habitants connus de la Mésopotamie, avaient déjà ce type, et leur langue n'était pas sémitique. Par contre, les Phéniciens, ainsi que les Syriens de Palmyre, parlaient des langues sémitiques, et leurs statues présentent un type physique tout différent.

Pour en venir aux groupes ethniques qui nous occupent si souvent actuellement, les Arabes forment-ils une race ? Absolument pas. Ceux qui, du Hedjaz, ont envahi tant de pays d'Asie, d'Afrique et même d'Europe pour répandre l'Islamisme ont apporté leur langue à des populations d'origines diverses. Actuellement, se sentent arabes tous ceux qui parlent arabe, mais quand ils croient former une race, ils se trompent lourdement (j'avais quelque peine à faire admettre cette idée à mes élèves de Syrie, car les légendes sont bien ancrées dans les têtes). Mais parmi les Arabophones, on en voit qui ont le type méditerranéen à crâne allongé (dolichocéphale), d'autres le type alpin, à crâne rond (brachycéphale).

Et chez les Juifs, trouve-t-on une unité raciale ? Ils se divisent en deux groupes physiquement bien différents : les Achkenazim qui ont reçu au Moyen Age le renfort d'un peuple de la Russie du Sud, les Khazars, convertis en masse au Judaïsme, ont souvent les traits des soit-disant sémites, ce qui les fait ressembler aux Arméniens (dont la langue n'est pourtant pas sémitique), tandis que les Sephardim ressemblent aux Arabes, à tel point que dans les pays du Maghreb, lorsqu'ils sont habillés de la même façon, on les distingue difficilement les uns des autres à première vue.

Donc, inutile de chercher des races pures (elles sont étroitement mêlées), et de baser sur une idée raciale quelconque son opinion sur les problèmes du moment. Inutile de se demander si les peuples actuels portent bien le nom qu'ils devraient porter, s'il faut dire les Juifs, les Judéens, les Hébreux ou les Israélites, si d'autre part les Palestiniens sont ou non des Arabes d'origine, ou s'ils descendent bien des Philistins plutôt que des Cananéens ou autres Amalécites. En Europe aussi, les Français, Anglais et Allemands portent bien les noms de trois peuplades germaniques qui certainement n'entrent que pour une faible part dans leur formation ethnique.

Par contre, s'il n'y a pas de races pures, il y a des ethnies. Bien que venue du mot grec « ethnos », qui veut dire race, ce terme signifie quelque chose de bien différent. Une ethnie, c'est un groupe humain qui a une certaine culture, un certain mode de vie commun dans lesquels sont compris les éléments les plus divers, venus du climat, de facteurs géographiques et historiques, du niveau technique, des influences reçues, d'une ou plusieurs religions.

A partir de ceci, il y a une ethnie juive et une ethnie arabe, une ethnie turque et une ethnie grecque, une ethnie arménienne. Une ethnie peut se maintenir même dans la diasporah, comme le prouvent les exemples des Juifs, des Tziganes, des Arméniens. Elle peut se maintenir aussi malgré l'écartèlement entre plusieurs états, tel est le cas des Kurdes, des Macédoniens, des Lapons. Et une ethnie peut, sous l'influence de plusieurs facteurs, religieux, politiques ou autres, se subdiviser. Ainsi se sont séparés, à cause de la religion, les Polonais des Russes, les Croates des Serbes. Ainsi de même les Palestiniens, par attachement à un pays qu'ils ont perdu, ont formé une ethnie particulière, qui ne peut se confondre avec l'ethnie arabe en général, ni avec celle plus restreinte des Bédouins de

Transpordanie. C'est pourquoi j'estime qu'il est juste de donner la parole à leur représentant à la tribune de l'O.N.U., comme on vient de le décider, et de ménager un entretien entre ce même représentant et le ministre des affaires étrangères français. Rechercher les origines raciales des uns ou des autres ne mène à rien. Tenir compte de la réalité actuelle des vœux des différentes ethnies, de leurs aspirations, de leurs représentations collectives, et les entendre toutes, toutes celles qui sont concernées par les problèmes du jour, voilà et voilà seulement ce qui peut conduire à une solution positive.

Que conclure de tout ceci ? Les races sont extrêmement mêlées, et la facilité avec laquelle elles se mêlent est elle-même une preuve de la profonde unité de l'espèce humaine.

Lorsqu'un mâle et une femelle de deux espèces animales différentes s'accouplent, cette union provoque la naissance d'un hybride infécond. Ainsi le mulet, petit de l'âne et de la jument, ou le bardot (plus rare), petit du cheval et de l'ânesse, ne peuvent pas se reproduire. Au contraire, un homme et une femme de races aussi différentes que possible donnent naissance, lorsqu'ils s'unissent, à des métis féconds. On ne sait pas si l'homo sapiens (homme sage) primitif, dont nous sommes les descendants, provient d'une seule mutation zoologique, ou si cette mutation s'est produite plusieurs fois à travers le monde. Chacune des deux hypothèses a ses partisans. Mais ce que l'on sait, c'est que rien de fondamental n'oppose les hommes les uns aux autres. Il y a, certes, des différences de niveau technique et culturel, de façon de vivre, d'idéologie. Mais ces différences ne sont pas innées, elles sont acquises. On n'est pas parvenu à changer les mœurs des Amérindiens de la forêt vierge, mais si un de leurs enfants est transporté dès sa naissance dans un milieu tout différent de celui de son origine, il acquerra tout naturellement les caractères culturels de son nouveau milieu. On en a connu des exemples.

Alors, comment ne serait-il pas permis d'espérer que les hommes, surmontant leurs divergences actuelles, arriveront à s'entendre. C'est impossible ? Nous avons bien connu la haine qu'éprouvaient les Français pour les Allemands à la suite des deux guerres mondiales. Je me souviens qu'en 1944, au cours de la première réunion syndicale du S.N.I. à laquelle j'assistais depuis la guerre à Paris-14^e, je me suis fait copieusement huer pour avoir affirmé qu'il fallait tendre la main au peuple allemand afin de l'aider à se détacher du nazisme. Or aujourd'hui l'Allemagne, du moins celle de l'Ouest, est considérée par nos milieux officiels comme « notre alliée », et cette conviction a été sans grande difficulté communiquée au peuple. Ce qui a pu se produire entre Français et Allemands pourrait aussi bien s'accomplir entre Grecs et Turcs, entre Arméniens et Turcs, entre Juifs et Arabes. Oui. A condition que chacun renonce à dominer, à écraser l'autre. Est-ce trop demander ?

SÉGUY EN DIFFICULTE. — Intéressante, l'émission consacrée à Georges Séguy. Le Secrétaire général de la C.G.T. semblait très à l'aise. très maître de lui, même lorsqu'il s'agissait d'une question gênante comme l'éventail des salaires. Jusqu'au moment où un jeune camarade de « Lutte Ouvrière » indiqua qu'il avait été exclu de la C.G.T., ainsi que 29 de ses camarades, pour des raisons purement politiques.

Séguy faillit se fâcher... contre l'organisateur de l'émission, auquel il reprocha d'avoir invité un pareil trouble-fête. Puis à ce dernier, il conseilla de s'adresser directement à la C.G.T. et d'exposer son cas. « S'il n'y a rien de plus que ce que vous dites,

il n'y a pas de raison pour qu'on ne vous rende pas justice ». Le jeune militant révéla alors qu'il avait envoyé depuis plus d'un an une lettre personnelle à Séguy lui-même, et n'avait jamais reçu de réponse. Séguy, profitant alors d'une certaine vivacité de ton de son adversaire, prétendit que cette vivacité expliquait peut-être les choses.

Rien de tel qu'un gauchiste pour embrasser un dirigeant de l'appareil communiste ou cégétiste.

LES DEFENSEURS DE LA LIBERTE. — J'ai devant moi la revue américaine *Newsweek*, du 4 novembre 1974. On y lit, pages 28-29, un interview du Président de la Corée du Sud, Park Chung Hee. Voici une des questions posées par le journaliste, et la réponse de l'homme d'Etat sud-coréen :

— « L'image de la Corée n'a-t-elle pas été ternie par les récentes arrestations et la tortures de prisonniers politiques ?

— Nous n'avons pas de prisonniers politiques. Nous avons des prisonniers qui sont communistes et ceux qui essaient de renverser le gouvernement par la violence. Ainsi nous ne torturons pas les prisonniers politiques puisque nous n'en avons pas. Si vous suivez les débats de l'assemblée (sud-coréenne) qui est maintenant en session et lisez la presse, vous trouverez qu'il n'y a pas d'oppression politique ».

Pas politiques, les communistes et autres révolutionnaires ? C'est du culot, et cela évite de répondre clairement à la question posée sur la torture.

ENCORE DES DEFENSEURS DE LA LIBERTE. — Le Lieutenant Calley, vous vous souvenez ? C'est ce jeune officier américain qui fut condamné pour avoir massacré, avec d'autres militaires, 347 civils vietnamiens, vieillards, femmes et enfants. Eh bien, un tribunal américain vient de décider sa libération.

On me dira que pendant la guerre d'Algérie, il y eut aussi un officier français dont j'ai oublié le nom, instituteur dans le civil, qui passa en jugement pour avoir torturé une femme algérienne, et fut acquitté par un tribunal militaire siégeant à huis-clos.

D'accord, les deux cas sont aussi abjects l'un que l'autre.

LA PALESTINE RECONNUE. — Le grand événement international de ces deux derniers mois, c'est la reconnaissance par l'O.N.U. de l'organisation de libération de la Palestine. A la longue, cela devait arriver. Yasser Arafat a précisé à la face du monde la position de son mouvement : une Palestine unifiée, laïque et démocratique. Ceci correspond exactement à ce qui demeure ma position pour tous les pays divisés : lorsque des ethnies différentes se trouvent réunies sur un même territoire, elles doivent s'entendre et former un même peuple. Dans le cas de la Palestine, ceci suppose peut-être la nécessité d'étapes intermédiaires. Mais les Israéliens devraient saisir l'occasion qui s'offre à eux de s'intégrer au milieu Moyen-Orient et cesser de s'y faire considérer comme un corps étranger. On ne négocie pas avec des terroristes, disent-ils. Le terrorisme est certes regrettable, mais il a été pratiqué des deux côtés. Ce fut le cas en Algérie aussi, et il a bien fallu négocier.

L'ETHIOPIE EN EBULLITION. — On croyait ce pays figé dans l'immobilisme. Un mouvement venu des officiers petits-bourgeois a détrôné le vieil autocrate. L'empereur Haïlé Sélassié. Celui-ci, qui, profitant de l'appui anglo-français, avait autrefois enlevé le pouvoir à son cousin Sidji Yassou, ami des Turcs, doit méditer sur les retournements de l'histoire.

Mais les militaires révolutionnaires savent-ils ce qu'ils veulent et où ils vont ? Ils viennent de massacrer plus de soixante personnalités, parmi les-

quelles le général Aman Andom qui, précédemment chef du mouvement, voulait examiner avec compréhension les revendications de l'Erythrée, province musulmane dans un Empire chrétien. Il semble que l'armée, d'autre part, veuille freiner les revendications des étudiants. Tout ceci est inquiétant. L'affaire est à suivre.

ET DJIBOUTI ? Ali Aref Bourhan, Président du Territoire français des Afars et des Issas, et leader de l'ethnie Afar, s'est entretenu récemment avec M. Giscard d'Estaing. Il a ensuite déclaré à un journaliste qu'il n'était pas opposé à l'indépendance

du TFAI, mais qu'il s'appuierait sur la France tant que l'Ethiopie et la Somalie n'auraient pas pris l'engagement de ne pas l'annexer. Ce langage est tout nouveau. Ali Aref a-t-il été influencé par le Président de la République lui-même ? Ce n'est pas impossible, car la France est souvent gênée dans sa politique internationale par les lambeaux de colonies qu'elle possède encore. Mais cette nouvelle attitude d'Ali Aref pourrait l'amener à discuter utilement avec les Somalis de Djibouti, et à rechercher avec eux une solution.

Jacques GALLIENNE.

OU VA-T-ON ? CONSOMMATION OU BONHEUR

La crise, la grève, l'inflation, par les postes de radio, par la télé, par les journaux, nous n'entendons parler que de cela. Depuis les deux derniers mois, les conflits sociaux se multiplient. Les chefs d'Etat se promènent, se rencontrent. Les phrases vides, les discussions absurdes font la une de la politique.

La grève des P.T.T., la grève des éboueurs ont marqué combien certains travaux sont utiles, même si un ministre les considère comme idiots.

Les nouveaux princes qui nous gouvernent, malgré leur style décontracté, leurs apparences libérales, ont fait preuve d'une extrême dureté dans les derniers conflits.

Pensez ! six à sept semaines de grève dans les tris postaux pour rien ! Plusieurs jours pour les éboueurs pour rien ! Ou plutôt si ! une petite phrase : « C'est un travail idiot ». Idiot peut-être, tellement idiot que Paris n'était plus qu'une immense poubelle, que l'économie française a perdu plusieurs milliards, que beaucoup d'entreprises se trouvent en difficulté. Nous savons qu'en Suède les éboueurs ont des salaires importants, que les Suédois ne répugnent pas à faire ce métier et qu'il n'y a donc pas de problèmes. Mais nous ici, en ce pays de France, nous ne voyons pas du tout les choses sous cet angle. Ces travaux ne sont pas considérés comme « reluisants » et comme importants ou utiles pour la société. On pense généralement qu'ils n'ont pas besoin d'être rémunérés normalement. Je crois cependant que beaucoup d'entre nous préféreraient se passer de ministre pendant quelques semaines ou quelques mois et même pour toujours plutôt que de courrier ou d'éboueurs ; j'ai même la certitude que les choses n'en iraient pas plus mal.

La gauche, toujours unie comme chacun sait, par la voix de M. Mitterrand a émis une idée géniale : la seule solution pour résoudre la crise actuelle serait la conclusion de nouveaux accords de Grenelle. Bravo ! Vraiment il fallait y penser ! On ne pouvait pas trouver mieux ! Décidément un gouvernement de « gourdiflos » et une gauche inconsciente ! Avec ça, nous sommes bien montés ! Vous nous la baillez belle, M. Mitterrand, avec vos nouveaux accords de Grenelle ! Cela reviendrait, une fois de plus, à une augmentation généralisée des salaires, au maintien de la hiérarchie, c'est-à-dire une accentuation de la misère des plus défavorisés, une différenciation plus nette encore des classes sociales et l'accélération inévitable de l'inflation.

Aussi bien à droite qu'à gauche, tout le monde parle de niveau de vie. Il ne faut pas que le

niveau de vie baisse ! Nous avons augmenté le niveau de vie de tant ! Le niveau de vie dans deux ans sera de... ! Pour eux le niveau de vie, c'est une augmentation de la consommation, une augmentation des salaires, etc. Alors on produit de plus en plus, on gaspille, on augmente les salaires, on augmente les prix ! Quelle mascarade ! Mais que voulez-vous, une droite qui veut de plus en plus de profits, et une gauche qui, pour arriver au pouvoir ne peut mécontenter personne, des syndicats bien trop souvent politisés, nous ne pouvons espérer grand-chose. La moindre initiative à la base de tendance syndicaliste révolutionnaire est automatiquement étouffée.

La crise, c'est en fait une civilisation qui crève parce qu'elle méprise l'homme. Pour la résoudre il y a une solution : l'application du salaire unique « le Salariat » de Pierre Kropotkine ; ou, tout au moins, pour commencer une diminution de la hiérarchie des salaires. La solution aussi, c'est une autre conception du niveau de vie : consommer seulement ce qui est nécessaire pour vivre, arrêter le gaspillage, les gadgets, etc... En fait, le niveau de vie ne devrait pas être jugé sur ce que l'on consomme, mais au contraire sur le bonheur. Ce qui entraîne une autre orientation de l'industrie : production du nécessaire, arrêt de la pollution, fin des gros bénéfices. Le bonheur, ce n'est pas être dans son appartement avec son ouvre-boîte et son couteau électriques, sa télévision couleurs, sa grosse voiture dans le garage. C'est autre chose, c'est avoir le temps de vivre.

C'est au syndicalisme révolutionnaire de faire retrouver à l'homme sa vraie voie, d'humaniser le progrès. De tout cela, nous n'en prenons pas le chemin. Où va-t-on ? je ne sais. Mais si quelques individus commencent à prendre conscience de ces problèmes, il y a encore un espoir.

Michel DESCARSIN.

Oui, la Marseillaise est surtout et avant tout un chant de guerre et de militarisme.

C'est le chant de guerre de l'armée du Rhin et d'ailleurs Rouget de Lisle est par excellence le poète des carnages...

Maurice DOMMANGET.

(Ecole Emancipée - 28 juin 1936.)

INFORMATIONS SYNDICALES

DEUX MOIS DE LUTTES

Ces deux derniers mois ont été particulièrement placés sous le signe des luttes syndicales. L'actualité a été dominée par les effets des revendications ouvrières et présente ainsi un vif intérêt pour la R.P. Il ne sera pas parlé, dans cette rubrique, des événements majeurs de ces dernières semaines : ils méritent de plus longs développements et des analyses approfondies. Nous citerons cependant pour mémoire les faits qui ont dominé octobre et novembre 1974.

14 octobre : signature de l'accord patronat-syndicat. Important, mais de mauvais augure, cet accord présente de nombreux points litigieux (révision trimestrielle des conditions d'acceptation de l'indemnisation, problème des travailleurs du bâtiment).

17 octobre : grève dans l'enseignement à l'appel de la F.E.N., sur le problème de l'auxiliaire.

— Du 21 au 31 octobre, manifestations et actions contre les licenciements, avec journée nationale d'action le 25 octobre.

— 18 octobre - 29 novembre : grève des P.T.T. marquée par le refus du gouvernement de négocier vraiment avec les grévistes, par l'emploi de la police et des déclarations maladroites, voir humiliantes pour les travailleurs des ministres « responsables », et surtout par un échec final qui sera, n'en doutons pas, lourd de conséquences.

— Début novembre : campagne du gouvernement sur la « politisation des grèves », avortée très vite.

— 19 novembre : journée nationale d'action organisée pour soutenir les revendications avancées par les secteurs en lutte et à laquelle la F.E.N. s'est ralliée tardivement pour protester contre l'occupation des centres de tri par la police. Partout d'importantes manifestations, souvent les plus importantes depuis mai 1968, se sont déroulées.

Tout au long de ces deux mois, le chômage n'a cessé de progresser à une allure vertigineuse : environ 100.000 chômeurs supplémentaires chaque mois. Ce chômage est l'une des causes de l'échec du vaste mouvement revendicatif qui avait commencé à se développer avec et pendant le conflit des P.T.T. (houillères, S.N.C.F., E.D.F., etc...) : le secteur public seul a bougé. Le secteur privé est resté très calme, sauf cas particulier (ex. Néogravure et le Livre) : Renault n'a pas fait grève le 19 novembre. L'attitude de la F.E.N. (550.000 membres) et de F.O. (bien implantée dans le secteur public, fidèles à leur politique de concertation, a particulièrement contribué à apaiser les luttes. Ces deux mois, s'ils furent animés, furent loin de rappeler mai 1968 : il a manqué le contexte d'expansion économique, les travailleurs étaient trop inquiets devant l'avenir.

PRIMAUTE DU SYNDICALISME POUR LA REFORME DE L'ENTREPRISE

FORCE OUVRIERE avait donné mandat à son secrétaire général pour suivre les travaux de la Commission dite « Commission Sudreau » constituée à l'initiative du Président de la République pour étudier la réforme de l'entreprise et sans préjuger des conclusions de cette commission, F.O. a tenu à préciser qu'elle n'a pas été demandeur en la circonstance.

Elle estime que l'entreprise demeurera un lieu de tensions permanentes qui ne peuvent être périodiquement atténuées que par une volonté réciproque de négociation et, surtout, par la possibilité pour

le syndicalisme de se mouvoir librement et d'utiliser la grève comme moyen ultime d'action.

Force Ouvrière considère que les propositions multiples avancées depuis des décennies pour réformer l'entreprise tendent en définitive à remettre en cause les prérogatives du syndicat dans l'entreprise et du syndicalisme en général.

S'il est indispensable que le syndicat, directement — et indirectement par les organismes représentatifs du personnel — soit mieux informé de la marche de l'entreprise pour intervenir plus efficacement lorsqu'il le souhaite, et sur sa propre initiative, la confédération F.O. ne saurait, par contre, accepter une quelconque formule conduisant le syndicat à l'intégration dans l'entreprise, comme elle a toujours condamné toute initiative amenant le syndicalisme à être absorbé par l'Etat.

Si elle demande que des améliorations soient apportées au fonctionnement du Comité d'entreprise et du Comité d'établissement pour accroître leurs possibilités d'information, donc d'intervention et de contrôle, F.O. tient à mettre l'accent sur la primauté de l'organisation syndicale par rapport à toute autre forme de représentation. Elle n'admettra pas que sous prétexte de simplifier la législation on en vienne à réduire les possibilités d'intervention et d'action du syndicalisme.

De même, F.O. n'acceptera pas qu'à travers les études en cours, soient remis en cause les critères de représentativité des organisations syndicales les plus représentatives pour présenter des candidats au premier tour du scrutin lors des élections des membres du Comité d'entreprise ou des délégués du personnel.

La Confédération F.O. considère qu'à tout moment, dans l'entreprise et hors l'entreprise, le syndicalisme doit pouvoir agir comme contre-poids et doit donc demeurer libre et indépendant. C'est la condition indispensable pour plus de justice sociale et en des circonstances dramatiques — comme l'histoire en a connues — le seul moyen efficace pour la sauvegarde des libertés et de la démocratie.

POUR LE MAINTIEN DES CONVENTIONS COLLECTIVES

FORCE OUVRIERE s'élève contre les déclarations du Président du Patronat Français selon lesquelles les accords existant dans les secteurs nationalisés « privilégient » les salariés de ces entreprises par rapport à ceux du commerce et de l'industrie. Elle proteste contre une telle interprétation et met solennellement en garde le patronat contre la tentative d'une mise en cause de la liberté des salaires lesquels doivent partout continuer à être fixés par voie de conventions collectives.

Ceux qui imagineraient pouvoir imposer une politique des revenus prendraient une lourde responsabilité : plus encore qu'en période normale l'existence de conventions collectives est à l'heure actuelle un garant de stabilité dans la société démocratique et le moyen le plus sûr de préserver les intérêts des travailleurs.

Plinement consciente de la gravité de la situation générale créée par la poursuite de l'inflation, ses conséquences sur le pouvoir d'achat et l'emploi, Force Ouvrière réaffirme sa conviction profonde que seules des mesures négociées au moins au niveau de l'Europe Communautaire sont susceptibles d'écartier le danger du chaos économique.

Elle n'en exige pas moins sur le plan français l'utilisation de mesures plus rigoureuses contre la hausse des prix. Solidaire des actions menées par ses organisations, dans certains secteurs, en réaction à l'intransigeance patronale ou des pouvoirs publics, F.O. déclare qu'elle ne s'associera pas à des mouvements ou manifestations inspirés par des motifs étrangers aux intérêts des salariés.

LE S.M.I.C. A 1500 F

La C.G.T. et la C.F.D.T. réclament que le S.M.I.C. soit porté à 1500 F pour 40 heures. Les deux centrales syndicales expliquent leur choix en rappelant que, comme la revendication du S.M.I.C. à 1000 F en 1972, cette somme correspond approximativement au montant que le S.M.I.C. atteindrait normalement s'il avait évolué au même rythme que la moyenne des salaires depuis 1950. Le S.M.I.C. est actuellement de 1.313 F par mois pour 40 heures, compte tenu de l'augmentation survenue au 1^{er} décembre (+ 3,1 %). Les syndicats demandent donc que le S.M.I.C. passe de 6,75 F de l'heure à 8,62 F/h.

FIAT ET CITROEN

Chez FIAT un important accord vient d'être conclu entre la direction et les syndicats, c'est-à-dire la Fédération unitaire de la métallurgie italienne.

Il s'agit bel et bien de « cogérer la crise », pour reprendre l'expression employée par les dirigeants de la C.G.T. française dans le but de combattre l'idée même de cette cogestion.

Réduction de la semaine de travail à quarante heures, mais organisation de « vacances » spéciales de crise, aucun licenciement pour réduction de personnel, les syndicats étant associés aux décisions de la direction concernant la gestion générale de l'entreprise.

Voilà un accord très significatif. Mais la vérité d'au-delà des Alpes ne semble pas être la même qu'en deçà. Ici, l'argent des contribuables est appelé à servir au renflouement de Citroën, firme privée soutenue depuis longtemps par l'argent public et qui s'illustre dans une politique patronale anti-syndicale et réactionnaire.

DES TRIBUNAUX D'EXCEPTION CONTRE DES CITOYENS SOLDATS

Il y a encore des tribunaux militaires. Des citoyens accomplissant leur service militaire sont soumis à un code spécial de répression. La loi et sa sanction ne sont-elles donc pas les mêmes pour eux ? Bonnes ou mauvaises, la loi et sa sanction devraient au moins s'appliquer à tous les citoyens.

Le soldat Tournel, de Nice, s'est vu infliger un an de prison (dont 6 mois avec sursis) par le tribunal des forces armées de Marseille. Il avait appelé ses camarades à une protestation contre la répression à la suite de la pétition dite « appel des cent ». Tournel est à la prison des Baumettes à Marseille.

On se souvient aussi de la manifestation de rue des soldats de Draguignan. Le commandement avait plus ou moins promis qu'il n'y aurait pas de sanctions contre les prétendus « meneurs ». En fait, il s'est vengé. Les citoyens soldats Pelletier, Ravet et Taurus (soldat antillais) sont inculpés d'incitation à manifestation et relèvent, eux aussi, du tribunal militaire.

Pelletier, qui est aussi militant C.F.D.T., a été véritablement « enlevé » à son arrivée à Paris où

l'avait appelé une « permission » hypocrite. Il est à la prison des Baumettes. Trente ans après la seconde guerre mondiale, il faut encore lutter contre la répression des tribunaux militaires.

UN COLLOQUE SYNDICAL AVEC LE TIERS-MONDE

Du 14 au 18 octobre s'est tenu au centre de formation de la C.F.D.T. à Bierville (Essonne) un colloque organisé par l'Institut syndical de coopération technique internationale C.F.D.T., consacré aux rapports du capitalisme international avec le Tiers Monde.

Ont participé à ce colloque les responsables des organisations syndicales des pays suivants : Algérie, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Egypte, Gabon, Ghana, Irak, Koweït, Madagascar, Maroc, Nigéria, Palestine, Sénégal, Syrie, Togo, Zaïre, Zambie.

LE VAR EN REVOLTE OU LES FAUX JETONS DU LIBERALISME

Chirac joue au petit tyranneau. A qui fera-t-il croire qu'il était urgent de transférer autoritairement la préfecture du Var de Draguignan à Toulon ? C'est une vieille question qui compte beaucoup plus d'années que Chirac. D'ailleurs tous les arguments économiques, sociologiques et administratifs ne viennent pas à l'appui de ce transfert qui est à l'encontre d'une vraie politique de décentralisation.

En tout cas, ce gouvernement prétendu libéral a réussi à dresser contre lui toute la population rurale de ce département qui, pour une grande part, ne lui était pas hostile dès l'abord. Et cela sans utilité réelle et, surtout, sans urgence. Après avoir promis de reconsidérer son choix et de tenir compte des opinions exprimées par le Conseil général et les conseils municipaux, Chirac a tranché brutalement. Il a provoqué ainsi et réprimé sauvagement une véritable émeute dans une petite cité très bien faite pour abriter calmement une préfecture, au carrefour du Haut-Var et du littoral. Ce gouvernement sait-il vraiment ce qu'il fait ?

D'où vient l'argent ?

La grève des postiers a — on s'en doute bien — perturbé aussi nos comptes qui tiennent presque exclusivement à la tenue de notre compte courant postal. Dans notre prochain numéro, nous serons en mesure de donner les comptes afférents au dernier trimestre 74.

Voici quand même quelques indications qui ressortent des enveloppes reçues récemment des chèques postaux :

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Courdavault (17), 100 ; Devriendt (94), 50 ; Franc (42), 100 ; Gallienne (93), 70 ; Geslin (45), 100 ; Grimm (57), 100 F.

SOUSCRIPTION

Delor (33), 10 ; Andrieu (06), 50 ; Vanriet (Belgique), 10 ; Faucier (44), 100 ; Grenet (93), 50 ; Lamizet (83), 30 ; Vega (52), 100 F.

L'encaisse au 30 novembre était de 4.899,42 F (les numéros de septembre et d'octobre n'étant pas payés !).

Appel est fait aux camarades pour qu'ils reprennent leurs versements avec exactitude et la générosité qu'imposent les circonstances. La vie de la « R.P. » est encore en suspens.

LES FAITS DU MOIS

- MARMDI 1^{er} OCTOBRE.** — Dix mille personnes manifestent à Toulouse contre les licenciements dans l'Aéronautique. A Athènes, manifestation contre l'ambassade des Etats-Unis.
- MERCREDI 2.** — 59 nouvelles arrestations au Portugal de personnes présumées favorables au président Spinoza. M. Ithak Rabin se déclare prêt à restituer à la Jordanie une partie de la Cisjordanie en échange d'un engagement de non belligérance.
- JEUDI 3.** — Démission du gouvernement Rumor en Italie. En Tunisie, la candidature d'un concurrent de Bourguiba n'est pas retenue.
- DIMANCHE 6.** — Au second tour des élections législatives, deux anciens ministres sont élus, deux autres perdent leur siège au profit d'un socialiste et d'un radical. Grève au centre de tri postal de Paris-Brune. Au Portugal, succès de la journée de travail gratuit réclamée par le nouveau gouvernement.
- LUNDI 7.** — A Lorient, un prêtre-ouvrier congédié par son patron, puis réintégré par l'inspection du travail, a dû renoncer à reprendre son travail, une partie du personnel ayant pris parti pour le patron.
- MARDI 8.** — Le P.C. mécontent d'avoir perdu des suffrages aux dernières élections partielles s'en prend aux socialistes.
- MERCREDI 9.** — A une réception offerte par le général Grigant, chef d'état-major de l'armée de l'air, assistèrent MM. Etienne Fajon et René Andrieu, directeur et rédacteur en chef de « l'Humanité ». A l'O.N.U. 69 Etats proposent que l'O.L.P. soit invitée à son assemblée.
- JEUDI 10.** — Elections anglaises : les travaillistes obtiennent 319 sièges aux Communes sur 635. Le conseil des ministres décide de maintenir à 12 mois la durée du service militaire.
- VENDREDI 11.** — Congrès du PSOE (Parti Socialiste Espagnol) à Suresnes : 435 délégués.
- SAMEDI 12.** — Assises nationales du Parti Socialiste : 1500 délégués.
- LUNDI 14.** — Le C.N.P.F. signe avec tous les syndicats un accord garantissant aux chômeurs « techniques », leurs salaires pendant un an. A Saint-Etienne, les ouvriers du Creusot-Loire occupent l'usine du Marais. L'O.N.U. admet la participation de l'O.L.P. à ses délibérations.
- MARDI 15.** — La polémique ouverte par le P.C. contre le P.S. incite ce dernier à reporter à une date ultérieure, la réunion commune qui devait se tenir ce jour-là. On apprend qu'« Ici-Paris » (qui s'imprime à Rotterdam) devient la propriété d'un industriel bordelais Pierre Castellet. Ventejol, secrétaire confédéral F.O., est élu président du Conseil Economique et Social en remplacement de M. Emile Roche qui occupait ce siège depuis la mort de Jouhaux en 1954.
- MERCREDI 16.** — Au Parlement Européen de Strasbourg, M. Sauvagnargues propose des abandons de souveraineté nationaux. Air Inter : le déficit était de 2 millions en 1973, il atteint 45 millions cette année.
- JEUDI 17.** — Grève, sans préavis, des centres de tri postal parisiens. Le président des P.M.E. fait part qu'en septembre 1974 le Tribunal de Commerce de Paris a prononcé 156 liquidations et 29 règlements judiciaires, contre 15 liquidations en septembre 1973. Aux usines Chrysler de Poissy, la C.F.T. obtient 65 % des suffrages aux élections professionnelles.
- VENDREDI 18.** — Les mineurs de Faulquemont qui occupaient les locaux de la direction des houillères ont été expulsés par la police après une brève échauffourée à laquelle a participé le maire de la cité.
- SAMEDI 19.** — Accord à Washington : les Russes obtiennent des facilités économiques des U.S.A. sur la promesse de lever les obstacles à l'immigration des Juifs. En Algérie Boumédiène annonce la révolution socialiste en 1975.
- DIMANCHE 20.** — Consultés par référendum, les Suisses repoussent à la majorité des deux tiers la proposition d'expulser un demi-million d'étrangers en 3 ans. Les trois intellectuels arrêtés en Hongrie, le mois dernier sont libérés. Ils ont eu à choisir entre un procès et l'exil, ils préfèrent l'exil.
- DIMANCHE 20.** — La C.F.T. a réuni en congrès 350 délégués à Vichy pour réclamer sa représentativité. Elle prétend représenter 400.000 salariés.
- LUNDI 21.** — Entretien de M. Sauvagnargues et Arafat au Liban. Le Congrès de Versailles approuve le projet de Réforme du conseil constitutionnel par 448 voix contre 273. Le ministre du travail annonce que les demandeurs d'emplois sont plus d'un demi-million dont 150.000 secourus en augmentation de près de 30 % sur 1973.
- MARDI 22.** — Les ouvriers du Creusot-Loire, en grève depuis deux semaines décident de reprendre le travail par 360 voix contre 328. La Syrie exhorte les pays arabes à se préparer à une nouvelle guerre.
- MERCREDI 23.** — La garantie d'une année de salaire est étendue à la fonction publique. A l'O.N.U., la proposition d'exclure l'Afrique du Sud est repoussée par un triple veto de la France, de l'Angleterre, et des Etats-Unis.
- JEUDI 24.** — Congrès extraordinaire du P.C. à Vitry.
- VENDREDI 25.** — A l'O.N.U. les représentants africains demandent l'expulsion de la République Sud Africaine. L'usine de chaussures de Romans relancée l'été dernier à la suite de l'agitation ouvrière ferme ses portes. Un prisonnier de Scheveningen (Hollande) prend 15 otages dans la chapelle de l'église de la province.
- SAMEDI 26.** — Extension de la grève à l'ensemble du personnel postier. A Saïgon, un journal cesse de paraître par suite de nombreuses saisies.
- DIMANCHE 27.** — En Allemagne Fédérale, succès des démocrates chrétiens au détriment des sociaux démocrates aux élections de Bavière et de Hesse.
- LUNDI 28.** — En Hongrie, le P.C. s'efforce de briser la « nouvelle gauche ». Plusieurs écrivains sont arrêtés. En grève depuis le 24-9, les 290 ouvriers de l'usine de crayons Baignol et Farjon de SAMER, dans le Pas-de-Calais, qui n'avaient pu entrainer dans l'action leurs camarades de Boulogne reprennent le travail. Le général syrien Tlass révèle que l'U.R.S.S. était disposée à envoyer 55.000 hommes en Syrie pendant la guerre du Kippour. Santiago Carrilo, secrétaire du P.C. espagnol, déclare à Europe 1 qu'il entend collaborer dans un gouvernement avec les monarchistes, la « droite civilisée et l'armée de son pays ».
- MARDI 29.** — Extension de la grève des P.T.T. Les négociations syndicats - gouvernement butent sur la revendication de 1700 F par mois. Le gouvernement refuse de remettre en cause la convention salariale des fonctionnaires. Le « sommet » de Rabat reconnaît à l'O.L.P. le droit exclusif de représenter les Palestiniens et d'établir un pouvoir national sur tout territoire libéré. Jacques Duclos insulte au Sénat M. Poniatowski qu'il traite de lâche parce que celui-ci avait déclaré que le parti communiste est un parti totalitaire de caractère fascisant. A Montpellier, un élève-maître est exclu de l'enseignement pour avoir traité de problèmes sexuels à des élèves de 11 à 13 ans (cours moyen 2^e année).
- MERCREDI 30.** — Grève de solidarité des journalistes de la presse écrite contre les licenciements à l'O.R.T.F. Grève des travailleurs du bassin de Lorraine. M. Sauvagnargues arrive en Israël : « Un fossé infranchissable nous sépare » déclare M. Rabin.
- JEUDI 31.** — Les quinze otages de Schaveningen sont libérés sans effusion de sang par des fusiliers marins hollandais. Pour la rentrée universitaire, on constate encore une croissance du nombre des étudiants. 510 salariés occupent l'usine de meubles de Chatenois (Vosges), mise en liquidation. Le Tribunal de Commerce de Paris prononce la liquidation des biens de quatre imprimeries du groupe Néogravure.

LES EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, 75018 Paris - C.C.P. 21 764-88 Paris - Tél. 607-02-06

*Pour vos lectures et vos bibliothèques
personnelles et collectives*

LA COMMUNE VIVANTE (Rêve d'un monde nouveau) de A.F. de JAGER (Editions Syndicalistes) <i>Image d'une société des travailleurs libres. L'étalon-travail.</i>	5,00 F
POUR UNE LECTURE OUVRIERE DE LA LITTERATURE de Pierre AUBERY (Editions Syndicalistes)	12,00 F
LA CLASSE OUVRIERE ET LE SYNDICALISME EN FRANCE de Georges VIDALENC (Editions de Force Ouvrière)	20,00 F
TRAVAUX , de Georges NAVEL (Editions Stock)	16,00 F
JAURÈS , de Jean RABAUT (Librairie académique Perrin) ..	31,30 F
LA PRESSE QUOTIDIENNE Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent de Nicolas FAUCIER (Editions Syndicalistes)	15,00 F
J'AVAIS VINGT ANS de René MICHAUD (Editions Syndicalistes)	13,00 F
Un jeune ouvrier au début du siècle	
UN INDIVIDUALISTE DANS LE SOCIAL : HAN RYNER de Louis SIMON (Editions Syndicalistes)	10,00 F
LE SYNDICAT DES CORRECTEURS Une thèse de Yves BLONDEAU	38,00 F
L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE de Roger HAGNAUER (Editions Ouvrières)	25,00 F
<i>Nouvelle édition, revue et complétée.</i>	
TRENTE ANS DE COMBAT de Louis BOUET	25,00 F
<i>A travers l'action de toute une vie d'un instituteur syndicaliste, trente ans d'histoire ouvrière.</i>	

*Lisez et faites lire les brochures
éditées par nos soins :*

LA DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE de Robert LOUZON	5,00 F
L'EVOLUTION DU CAPITALISME de Pierre RIMBERT	4,00 F
LA SOCIETE DES LOISIRS de Maurice LIME	3,00 F
LES TROIS PHASES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE de Raymond GUILLORÉ	5,00 F